

LA PETITE ILLUSTRATION

REVUE HEBDOMADAIRE

ADRESSÉE AUX SEULS SOUSCRIPTEURS DE L'ABONNEMENT N° 1

A « L'ILLUSTRATION »



PAGES D'HISTOIRE CONTEMPORAINE



L'ALLEMAGNE DANS LE RÔLE D'ALLIÉE (1914 - 1918)

par le baron **DE WERKMANN**

ancien secrétaire particulier
de l'empereur Charles de Habsbourg

Traduction française du général J. VINCENT



L'ILLUSTRATION

13, RUE SAINT-GEORGES

PARIS

Copyright by Agence Littéraire Internationale, 1937.

Tous droits d'édition, de reproduction, de traduction, d'adaptation
et de représentation par tous moyens actuellement connus ou par
ceux qui peuvent être inventés ultérieurement réservés pour tous pays.

Bien que les suppléments de *La Petite Illustration* soient réservés en principe à des œuvres d'imagination — romans, pièces de théâtre ou poèmes — il nous est arrivé, exceptionnellement, de consacrer l'un ou l'autre d'entre eux à une documentation historique, que son étendue aurait empêchée de prendre place dans un numéro ordinaire de *L'Illustration*. C'est ainsi que nous avons publié, le 13 juillet 1935, sous le titre : *Constantin Ier inconnu, politique et amoureux*, des lettres inédites du feu roi de Grèce à la princesse Paola d'Ostheim (1912-1923) et, le 19 décembre 1936, deux études sur *l'Europe en armes*. Dans le même esprit, on trouvera ici même, aujourd'hui, de larges extraits d'un ouvrage en langue allemande : *l'Allemagne dans le rôle d'alliée (1914-1918)*, par le baron de Werkmann, ancien secrétaire particulier de l'empereur Charles de Habsbourg. Nous laissons au traducteur du livre en français, le général J. Vincent, le soin d'en souligner l'intérêt.

PRÉFACE

EN qualité de secrétaire particulier, le baron de Werkmann a vécu dans l'intimité du dernier empereur d'Autriche-Hongrie dès le printemps de 1916, alors qu'il n'était encore qu'archiduc héritier, puis quand il régna. Il le suivit ensuite dans son exil. Il a pu voir ainsi, au côté de son souverain, se dérouler les événements de la grande guerre, il a recueilli les confidences de Charles de Habsbourg, compulsé ses carnets de notes et étudié les dossiers secrets de la diplomatie viennoise.

A l'aide de cette documentation directe, d'une inestimable valeur historique, le baron de Werkmann a publié en Allemagne, en 1931, un copieux ouvrage intitulé *l'Allemagne dans le rôle d'alliée (Deutschland als Verbundete)*, avec ce sous-titre : *le Combat de l'empereur Charles pour la paix*. Mais, sur l'ordre des autorités du Reich, le livre fut saisi au sortir des presses et les quelques exemplaires qui en subsistent sont extrêmement rares, de sorte qu'il peut être considéré comme inédit. On va comprendre les raisons de cette interdiction.

Charles de Habsbourg avait épousé une princesse d'origine française, de la branche des Bourbon-Parme, dont les deux frères, le prince Sixte et le prince Xavier, étaient engagés volontaires dans l'armée belge. Cette situation de famille, autant que sa générosité naturelle, lui faisait souhaiter que l'atroce tuerie prît fin le plus tôt possible et, bien que servant son pays avec toute l'ardeur de son patriotisme, il aspirait à la paix. Non pas à une paix séparée, qui serait apparue comme une trahison à l'égard de ses alliés, mais à une paix générale, acceptable et honorable pour tous, dont la négociation lui était peut-être plus facile qu'à quiconque. Dès la bataille de la Marne, il avait eu le sentiment que la guerre durerait longtemps et qu'il fallait renoncer à la victoire foudroyante escomptée par le grand état-major allemand. Plus les mois passaient, plus il acquérait la conviction que les empires centraux ne réussiraient pas à écraser la coalition de leurs adversaires, et l'intervention américaine lui ôta les derniers espoirs qu'il pouvait garder sur l'issue finale. Mieux valait donc traiter quand il en était temps encore.

La noble mission que Charles de Habsbourg s'était assignée, il a tenté de la remplir en dépit de tous les obstacles qu'il rencontrait. Il mena son bon combat avec une persévérance inlassable, et aussi avec un douloureux déchirement que chaque déconvenue nouvelle aggravait. Le livre du baron de Werkmann, qui contient le récit au jour le jour de ces efforts infructueux, prend souvent un accent émouvant d'humanité.

Si Charles de Habsbourg échoua, c'est qu'il se heurta à des égoïsmes plus forts que sa volonté. En premier lieu, à l'égoïsme allemand. Le baron de Werkmann a été amené, non par esprit de polémique mais par véracité d'historien bien informé, à mettre en lumière la façon dont l'Allemagne impériale a si mal répondu à l'appel de son second. Peu à peu, un autre sujet s'est ajouté à celui qu'il avait sans doute eu d'abord l'intention de traiter exclusivement, et il a pris, sans que l'auteur s'en aperçût, la place prépondérante, au point de fournir finalement le titre principal de l'ouvrage. Cet autre sujet, c'est la conduite de l'Allemagne en tant qu'alliée.

L'Allemagne a toujours eu une manière à elle de concevoir les alliances : c'est la manière du cheval et du cavalier, en se réservant à elle-même le rôle du cavalier. A travers le livre du baron de Werkmann, nous voyons l'Allemagne faisant partout bon marché des intérêts ou du sol des pays alliés, « trafiquant partout à son profit, jusque des territoires de ses alliés, au moment où les habitants de ces territoires lui faisaient un rempart de leurs cadavres ». L'auteur, lorsqu'il accompagnait son maître au commandement d'une armée dans le Tyrol ou en Galicie, a pu se rendre compte de la morgue, du manque de tact, de l'absence de psychologie des officiers allemands. Un seul a fait exception : le général von Seeckt, placé par le gouvernement allemand auprès de l'archiduc Charles, en Galicie, comme mentor. Le général von Seeckt bénéficie d'un éloge probablement mérité, mais l'archiduc, découragé par l'abandon dans lequel le gouvernement germanique avait laissé l'armée autrichienne chaque fois que l'intérêt du Reich n'était pas directement engagé, écœuré des avanies que devaient subir ses officiers de la part de leurs « camarades », finit par demander à être relevé de son commandement.

Mais c'est dans les notes prises par Charles de Habsbourg après ses conférences avec l'empereur Guillaume et ses chefs militaires qu'on trouve les plus intéressantes manifestations de la rapacité et de l'autoritarisme du haut commandement à cette époque, « surtout, dit le baron de Werkmann, à partir du moment où Ludendorff devint quartier-maître général ». Le caractère dramatique de ces entretiens est révélé par une véritable altercation survenue entre l'archiduc et Falkenhayn. Celui-ci, pour conclure une discussion, s'étant écrié brutalement : « Si, pour empêcher l'Italie de passer dans le camp ennemi, il suffit de lui donner le Tyrol, il faut que l'Autriche sacrifie le Tyrol », l'archiduc, excédé, riposta : « Pour éviter la guerre, et en tout cas pour la faire cesser immédiatement, il nous aurait suffi et il suffirait encore de sacrifier l'Alsace-Lorraine. Qu'attendez-vous pour faire ce sacrifice ? »

Il ne pouvait s'agir, pour une publication de *L'Illustration*, aux dimensions nécessairement restreintes, de traduire in extenso le volume du baron de Werkmann. J'ai volontairement relégué au second plan les chapitres relatifs aux tentatives de paix dont Charles de Habsbourg prit l'initiative ou qu'il encouragea et dont la principale eut pour agent le prince Sixte de Bourbon. Ce sont là, au reste, des faits déjà connus, sinon dans leur détail, du moins dans leur ensemble. Par contre, j'ai fait de larges emprunts aux passages qui découvrent la mentalité allemande à l'égard de l'alliée autrichienne.

Cette histoire rétrospective prend aujourd'hui un singulier intérêt d'actualité, au lendemain des effusions dont la visite de M. Mussolini au chancelier Hitler a été l'occasion. L'ancien axe Rome-Vienne est devenu l'axe Rome-Berlin. L'Allemagne, le cas échéant, se comporterait-elle envers sa nouvelle alliée autrement qu'elle ne l'a fait avec l'Autriche ?

Dans ses *Souvenirs*, Bismarck écrit quelque part : « Rien ne peut obliger une grande nation à sacrifier son existence sur l'autel de la fidélité aux traités quand elle est obligée de choisir entre son existence et cette fidélité, et l'ultra posse nemo obligatur ne peut être déterminé par aucun article de traité, il ne peut l'être que par la force. »

Cette phrase pourrait servir d'épigraphe au livre du baron de Werkmann. « Par la force » — durch Kraft — dit Bismarck. Kraft, ce rude vocable que les Allemands prononcent avec une sorte de respect religieux, synthétise tout le caractère d'une race, toute son histoire, toute sa mystique. Die Kraft, la force, c'est elle qui vient d'être étalée aux yeux de M. Mussolini pour lui rappeler le rôle qu'elle peut jouer, quand elle est supérieure à celle d'un allié, dans l'exécution fidèle des traités. Le Duce, s'il lit Werkmann, y trouvera un sujet utile de méditations.

L'ALLEMAGNE DANS LE RÔLE D'ALLIÉE

LA LOYAUTÉ DE L'ARCHIDUC CHARLES

Les idées politiques de l'archiduc héritier, au printemps 1916, restaient pour moi une énigme. J'ai des raisons de croire qu'il ne parla pas non plus politique avec d'autres membres de l'état-major (XX^e corps en Italie, XII^e armée en Galicie). L'archiduc Charles était un bon soldat. La guerre n'est qu'un moyen pour la politique, et, en fin de compte, les soldats ne sont que les outils des hommes d'Etat. Le commandant du XX^e corps, au surplus, était aussi l'héritier du trône. Dans quelques années, dans quelques mois peut-être, il allait devenir l'arbitre des destinées de la double monarchie. Certes, il n'était pas éloigné de la politique comme le doivent être les militaires. Mais, ici encore, son haut sentiment du devoir, sa vocation de souverain et sa conception de la situation d'un héritier du trône l'empêchaient de faire de la politique avec ses subordonnés. Faire de la politique signifie critiquer, et l'archiduc Charles ne se serait pas permis de critiquer son vénérable souverain. Dans une monarchie, il ne peut y avoir qu'un seul chef. Aux derniers jours de sa vie, l'empereur François-Joseph a dit, en parlant de l'héritier du trône :

— J'apprécie Charles très hautement, il me dit nettement son opinion, mais, quand je maintiens mon point de vue, il sait obéir.

Les qualités de l'archiduc Charles ont incité le vieil empereur à faire de son héritier son collaborateur de confiance. Son grand âge l'obligeait déjà à se décharger, en partie, sur d'autres épaules du lourd fardeau des affaires de l'empire. La perspective de sa disparition peut-être prochaine le poussait à de fréquentes conversations intimes avec son successeur. Il ne faut donc pas conclure de la réserve de l'héritier du trône, *in rebus politicis*, qu'il avait été tenu ou qu'il s'était volontairement tenu éloigné des affaires.

L'AUTRICHE ET LA DÉFECTION ITALIENNE

Un geste de l'empereur François-Joseph au moment de la déclaration de guerre nous a montré qu'il voyait dans la personne de l'archiduc Charles l'héritier qu'il voulait s'attacher de près. Quand il revint à Vienne, après avoir pris les graves décisions qui devaient engager les destinées du monde, il entra dans la capitale au côté de l'archiduc Charles ; depuis cette époque, par son ordre, les ministres et leurs auxiliaires durent tenir régulièrement l'héritier du trône au courant des affaires.

La première mission importante qui lui fut confiée se rapportait aux dissentiments qui avaient surgi entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie à propos de l'Italie. On sait que ce ne furent pas seulement les fonctionnaires qualifiés de Berlin, mais aussi divers diplomates amateurs, et surtout Erzberger, qui s'efforcèrent de faire capituler Vienne devant les revendications italiennes. Le gouvernement

de Vienne se laissait difficilement persuader d'abandonner son point de vue alors que Berlin avait passé l'éponge, dès l'origine, sur la rupture du traité d'alliance par l'Italie. La résistance autrichienne aux revendications italiennes s'appuyait sur deux considérations : en premier lieu, l'opinion publique n'aurait pas admis l'aliénation d'un territoire national, ensuite ce sacrifice n'aurait pas suffi à acheter la neutralité de l'Italie. Nous comprenons aujourd'hui que celle-ci, par ses exigences toujours grandissantes, avait cherché à gagner du temps comme nous l'avions fait nous-mêmes par notre inflexibilité initiale et ensuite par des concessions progressives. L'Italie, d'ailleurs, fût entrée de toute façon dans la guerre, car rien ne lui aurait assuré qu'une Autriche victorieuse lui eût laissé la jouissance de biens acquis sans combats. L'Allemagne, en raison d'une vieille sentimentalité à l'égard de l'Italie et aussi de son mauvais service de renseignements, voyait la question sous un tout autre jour.

C'est pour amener nos alliés à voir cette question sous le même angle que nous que l'archiduc Charles fut envoyé au grand quartier général allemand. Il eut des conversations avec l'empereur d'Allemagne, avec le chef d'état-major général, le général von Falkenhayn, enfin avec le chancelier d'empire von Bethmann-Hollweg. Il parla en connaissance de cause et de façon convaincante. Ses arguments ne produisirent aucun effet sur Falkenhayn, qui tenta de réduire au silence son gênant interlocuteur en déclarant :

— Si le sacrifice du Tyrol méridional doit empêcher l'Italie d'entrer dans la guerre, il faut sacrifier le Tyrol méridional.

Mais, du tac au tac, l'archiduc répondit :

— La renonciation à l'Alsace-Lorraine aurait sûrement évité la guerre mondiale, car il n'y aurait alors pas eu d'alliance franco-russe. Pourquoi n'avez-vous pas, depuis longtemps, rétrocédé l'Alsace-Lorraine ? Par ailleurs, le Tyrol est plus pour nous que n'est l'Alsace-Lorraine pour vous.

L'Allemagne ne se laissa pas émouvoir par la déclaration de guerre de l'Italie. Pendant longtemps elle ne fit pas participer ses troupes aux attaques contre cette puissance. Il ne faut pas être surpris que ce hautain mépris des sentiments autrichiens soit demeuré dans la mémoire de l'archiduc. Ce mépris, d'ailleurs, fut poussé jusqu'au sacrifice des intérêts autrichiens par le prince de Bulow, ambassadeur d'Allemagne à Rome, car à l'origine de tous les dissentiments entre l'Autriche et l'Allemagne pendant la guerre on trouve le roman d'amour de l'empire allemand avec l'ennemie jurée de l'Autriche, l'Italie.

LA QUESTION ROUMAINE

L'héritier du trône devait faire des découvertes également peu réjouissantes quand il s'agit de maintenir la Roumanie dans la neutralité. Le gouvernement et le grand quartier général allemands n'hési-

tèrent pas à exercer la plus énergique pression sur le comte Berchtold et sur le baron Conrad pour obtenir la cession du cercle de Sucsawa. Des renseignements de Bucarest nous apprirent alors que M. von dem Bussche, l'ambassadeur d'Allemagne dans cette capitale, nous tirait dans le dos au moment de l'affaire des réformes intérieures réclamées en Transylvanie. Il faisait en effet savoir au gouvernement roumain qu'il pouvait se dispenser de se déclarer satisfait des réformes déjà consenties à ce sujet par Budapest et Vienne, car l'Allemagne saurait obtenir, disait-il, ce que l'Autriche-Hongrie (et particulièrement la Hongrie) refusait à cette époque. Mais il y eut mieux encore ; le même ambassadeur alla jusqu'à offrir à Bucarest des territoires autrichiens et hongrois sans tenir compte de la position prise par le ministère austro-hongrois des Affaires étrangères.

Une preuve éclatante en a été découverte, par la suite, dans le carnet de notes journalières du roi Carol, où l'on peut lire, à la date du 19 septembre 1914, le texte suivant :

Très souffrant de 6 heures et demie à 8 heures et demie. Vu M. von dem Bussche. Il apporte des concessions pour ce qui concerne les Roumains de Transylvanie et des rectifications de frontières dans la Bukovine...

Peu après, le président du Conseil hongrois, le comte Tisza, écrivait au comte Czernin, ambassadeur impérial et royal à Bucarest :

Les faits que racontent ici certains Roumains nous causent le plus grand tort. M. von dem Bussche aurait dit que, si je me refusais encore à accorder l'autonomie de la Transylvanie, le gouvernement allemand saurait l'obtenir. D'après les documents que je possède, je constate que l'idée de l'autonomie a été mise en avant par le roi Carol et par Marghiloman avant l'arrivée de M. von dem Bussche. Lors de la conversation que j'ai eue avec l'ambassadeur allemand, je lui ai expliqué que cette question ne serait même pas discutée.

Cela n'a pas empêché M. von dem Bussche de jouer à Bucarest exactement le même rôle que celui qu'avait joué à Rome M. de Bulow, rôle dont on devait tirer la conviction qu'il était possible de sacrifier très facilement les intérêts de l'un des deux alliés au profit de ceux de l'autre.

L'AUTRICHE SACRIFIÉE A L'ALLEMAGNE

Il apparut donc à l'héritier du trône, pas aussi clairement peut-être que nous le voyons maintenant, mais d'une façon suffisamment terrible, dès le début de la tragique épopée des puissances centrales, que son alliée disposait à sa guise des terres austro-hongroises.

N'oublions pas que l'archiduc Charles acquit cette conviction au moment même où, en Galicie et en Pologne, on se battait déjà de tranchée à tranchée, tandis que l'Allemagne se dispensait d'accorder l'appui promis dès le temps de paix à une offensive austro-hongroise contre la Russie. A cette époque, au retour de chacun de ses rapides voyages à Vienne et à Pless (1), l'archiduc héritier était obligé de revenir toujours à son grand quartier général du

Tyrol, où il contemplait l'émouvant spectacle d'une armée versant son sang pour son alliée. L'Allemagne ne s'est jamais rendu compte, semble-t-il, que l'armée austro-hongroise tout entière s'est sacrifiée pour elle. Les forces des armées impériales et royales étaient beaucoup trop faibles pour prétendre rester longtemps sur la défensive ; il fallait qu'elles attaquent. Il fallait qu'elles pourchassent les Russes de tous côtés, sur un immense théâtre d'opérations, pour toujours les attirer à elles et toujours leur imposer les directions de leurs mouvements. Ce n'est qu'ainsi qu'il était possible d'empêcher la Russie de s'occuper de l'Allemagne, et c'est cette terrible contrainte qui imposa la première campagne de Pologne et de Galicie, avec ses points culminants, les deux batailles de Lemberg.

Cette campagne se termina victorieusement. Elle avait été inspirée par le souci de protéger l'Allemagne ; ce fut son but et l'Allemagne fut protégée. La très grande science stratégique qui lui valut ce succès, tandis que Moltke essayait sur la Marne sa fatale défaite, n'évita pas à Conrad les tentatives de mise en tutelle dont il fut l'objet de la part du haut commandement allemand. L'héroïque esprit de sacrifice dont l'armée austro-hongroise fit offrande sur l'autel de la fidélité à l'alliance ne la préserva pas de se voir accuser de manquer de confiance et de valeur. Il ne fut pas épargné non plus à l'héritier du trône de voir les diplomates allemands, à Rome et à Bucarest trafiquer des terres austro-hongroises pendant que les peuples qui les habitaient faisaient à l'Allemagne un rempart de leurs cadavres.

Tout cela laissa une profonde blessure au cœur de l'archiduc Charles.

Pendant tout le temps que dura son commandement devant l'ennemi, il fut naturellement tenu au courant de toutes les questions de politique intérieure et extérieure, et c'est au cours des mois pendant lesquels il commanda dans le Tyrol méridional qu'il apprit les pénibles nouvelles dont nous allons parler.

UN INQUALIFIABLE DISCOURS DE LUDENDORFF

Le 7 avril 1916 était survenu le jubilé des cinquante ans de service militaire du maréchal de Hindenburg. L'empereur François-Joseph, l'archiduc Charles, l'archiduc Frédéric et toute l'armée impériale et royale avaient félicité le commandant en chef allemand de façon cordiale et chevaleresque à l'occasion de sa fête jubilaire. Son chef d'état-major, le général von Ludendorff, reçut les félicitations destinées à son chef par l'Autriche-Hongrie au moment où, au quartier général de l'Est et en présence d'officiers austro-hongrois, il adressait au maréchal une allocution dans laquelle tinrent une grande place des allusions à l'année 1866 et particulièrement à Sadowa. Le ministère des Affaires étrangères de Berlin permit à la presse allemande de publier ce discours. En Autriche, toutes les critiques furent interdites, mais on ne put éviter que le public ne fût informé par les journaux allemands. L'accueil que rencontra dans notre armée cet écart sans nom trouva son écho dans une protestation d'une violence inaccoutumée du prince de Hohenlohe, ambassadeur impérial et royal à Berlin, qui en rendit compte, le 8 avril, en ces termes :

Au sujet de cette allocution, j'ai déclaré aujourd'hui au sous-secrétaire d'Etat que je la considérais

(1) Siège du grand quartier général allemand.

comme constituant les paroles les plus dépourvues de tact dont il m'ait été jamais donné de prendre connaissance et ceci d'autant plus que, d'après mes informations, le capitaine d'état-major de l'armée impériale et royale, von Fleischmann, détaché au quartier général de Hindenburg, avait été obligé de les écouter. J'ai dit qu'un homme normal comprendrait difficilement qu'un général allemand pût profiter d'un discours prononcé à l'occasion de la fête de son supérieur, alors que depuis près de deux ans nous combattons dans la plus étroite fraternité d'armes, pour revenir constamment sur la campagne victorieuse, pour la Prusse, de 1866, contre l'Autriche et qu'il n'ait pu trouver un seul mot pour tout ce que l'Autriche, de nos jours, avait souffert en commun avec la Prusse et même uniquement pour elle.

J'ai assuré à M. von Jagow que ce discours, autant que nous avions pu le constater, avait produit en Autriche-Hongrie une très profonde et pénible impression, que je considérais comme d'autant plus regrettable que nous étions précisément en train de faire un effort pour régler, d'un commun accord, des questions épineuses et ininterminablement discutées, comme la question de Pologne. Le moment était vraiment mal choisi pour qu'un général bavard vint, par le discours le plus dépourvu de tact, ouvrir à nouveau des blessures cicatrisées.

Je déclarai avoir deviné à l'avance la réponse du ministère des Affaires étrangères, à savoir que l'on n'avait aucune influence sur le tout-puissant haut commandement et autres arguments du même genre.

Que cela fût malheureusement un fait, je dis avoir pu le constater bien souvent, mais j'ajoutai que je ne pouvais concevoir comment le ministère des Affaires étrangères avait permis qu'un pareil manque de tact fût rendu public.

Jagow a été très impressionné par ces observations que j'ai présentées avec la plus grande énergie ; il fut obligé de me donner pleinement raison et me fit entendre combien il déplorait ce malheureux discours...

Finalement, Hindenburg sut bientôt trouver l'occasion de vanter chaudement et énergiquement la fidèle fraternité d'armes des troupes austro-hongroises.

CONFLIT AUSTRO-BULGARE

Mais une complication beaucoup plus sérieuse survint en ce printemps du fait d'un écart oratoire de l'empereur Guillaume. Celui-ci avait séjourné à Nisch en janvier 1916. Son intempérance oratoire s'y donna libre cours. Les hommages que lui rendaient, à toute occasion, les troupes et la population bulgares le conduisirent, en effet, à proclamer :

— La terre doit rester bulgare partout où le soldat bulgare met le pied.

A partir de ce moment, le gouvernement de Sofia s'efforça de faire mettre leurs pieds aux soldats bulgares partout où il le put.

Or, les conventions militaires et politiques entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie, conclues en septembre 1915, ainsi que la convention purement militaire du 1^{er} mars 1916 avaient eu pour base l'idée de donner aussitôt que possible à la Bulgarie beaucoup de ce que la première et la deuxième guerre balkaniques n'avaient pu lui procurer, tout en facilitant, cependant, la création d'une Albanie forte

et indépendante qui entrerait dans notre zone d'influence. L'insouciance de nos fonctionnaires militaires permit aux Bulgares d'installer des administrations civiles dans certains districts albanais. Plus tard, les Bulgares se refusèrent à retirer leur administration des zones de Pristina, de Prizren et d'Elbassan et ne voulurent jamais reconnaître que les mesures prises à ce moment ne préjugeaient en rien les dispositions qui seraient arrêtées plus tard. La querelle entre Vienne et Sofia se compliqua parce que, probablement en raison des paroles de l'empereur Guillaume à Nisch, on prit du côté allemand une attitude pleine de duplicité.

C'est ainsi que le ministre impérial et royal à Sofia, le comte Tarnowski, rendait compte, le 16 mars, de ce qui suit :

M. Radoslawow m'a dit aujourd'hui que le roi partageait pleinement l'avis du haut commandement bulgare : celui-ci pensait que l'on ne devait pas agir à présent la question de Prizren-Pristina... Le premier ministre déclare qu'il ne peut avoir un autre avis que celui du roi et du haut commandement bulgare à ce sujet, ceci d'autant plus que l'Allemagne comprenait la question de la même façon et considérait qu'il serait prématuré, avant la fin de la guerre, de s'occuper d'une Albanie fictive et de frontières indéterminables.

M. von Jagow fut fort étonné de la position que l'on disait avoir été prise par Berlin à ce sujet, car il faisait remarquer qu'à Pless les Bulgares s'étaient heurtés à un refus. Bien que, d'une façon générale, ils se fussent inclinés devant ce refus, il faut croire qu'ils en avaient bien mal compris la signification, car ils agissaient comme s'il n'avait pas été formulé.

Mais un télégramme, daté du 21 mars, du comte Tarnowski éclaira quelque peu la question :

Il me déplût, disait-il, de révoquer en doute les affirmations du comte von Jagow au sujet de la position prise et des paroles prononcées jusqu'ici par les Allemands. Je ne puis pourtant pas m'empêcher de trouver incompréhensible que M. Radoslawow ait pu, ainsi que j'en ai rendu compte, se référer à la conception du gouvernement allemand, alors que l'on ne s'est, ici, nullement conformé à notre façon de voir et que le roi, en présence du chargé d'affaires allemand, récemment arrivé de Sofia, ait pu se livrer à une critique aussi acerbe de la position que nous avons prise, si, du côté allemand, on n'avait donné aucune approbation à l'attitude bulgare.

Au surplus, ainsi que le sait bien tout le personnel de cette légation, on n'entend ici, du côté allemand, que des jugements défavorables à la position prise par nous dans l'affaire de Prizren-Pristina et il ressort également des déclarations faites par le ministre allemand après son arrivée à Sofia que notre attitude est regrettée par le gouvernement allemand.

Je n'ai, tout d'abord, rien précisé de ce qui concerne notre point de vue devant mon collègue allemand, mais je l'ai sondé et il m'a, une fois de plus, déclaré qu'il ne fallait pas s'exciter sur des affaires dont on ne connaissait pas encore le premier mot et qu'il était souhaitable de laisser cette question dans le statu quo jusqu'à la conclusion de la paix.

Quand il eut reçu l'ordre de me soutenir, mon

collègue allemand me demanda, au cours de notre conversation d'hier, si je ne craignais pas qu'une démarche de lui auprès du président du Conseil des ministres n'affaiblisse la situation de ce dernier. Il ressort de tout cela que, du côté allemand, l'opposition à notre point de vue ne s'était pas manifestée ou, tout au moins, pas manifestée clairement jusqu'ici.

Peu de temps après, à Sofia, on commença à jouer des menaces de démission du président du Conseil et on laissa entendre qu'à Radoslawow succéderait un premier ministre moins austrophile. Le tsar des Bulgares approuvait cette politique et, conformément au discours de Nisch, proclamait que « tout ce qui était occupé par les Bulgares devait rester bulgare ».

Le conflit austro-bulgare fut finalement réglé par une sorte de décision arbitrale du chef d'état-major général allemand, qui, en pratique, avantagea la Bulgarie.

De cet exemple on peut tirer la conclusion que le langage de la diplomatie allemande, dans ses manifestations à notre égard et à l'égard de bien d'autres aussi, était à double sens et que l'on se heurtait bien souvent à des divergences préjudiciables à nos intérêts entre la politique du gouvernement allemand et celle du haut commandement allemand.

LES NAVIRES INTERNÉS EN ESPAGNE

A cette même époque, l'affaire des navires internés en Espagne mit en lumière cette méthode, si tant est qu'on puisse appeler méthode la grave opposition entre la politique et le commandement qui existait en Allemagne.

L'Autriche-Hongrie, ainsi que l'Allemagne, possédait dans les ports espagnols des bateaux dont l'Espagne fût volontiers devenue propriétaire. Le 19 février 1916, le gouvernement allemand fit savoir au gouvernement espagnol qu'il s'opposait, en principe, à toutes les aliénations de navires. Le 30 mars, l'occasion se présenta pour l'Autriche d'améliorer ses relations, alors médiocres, avec le gouvernement espagnol du comte Romanonès en lui vendant des bateaux. Le roi Alphonse, en effet, dans une conversation avec notre ambassadeur, le prince de Furstenberg, avait exprimé l'opinion que l'Espagne pourrait se libérer du blocus anglais si l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie consentaient à lui céder ceux de leurs navires consignés dans les ports espagnols.

Le roi avait prié l'ambassadeur, ainsi que celui-ci en rendit compte le 30 mars 1916, « d'évoquer à nouveau cette importante question et d'affirmer encore une fois que l'Espagne fournirait toutes garanties souhaitables à ce sujet », ce qui signifiait que l'aliénation des navires en question amènerait un certain allègement de la situation et que les principaux motifs d'opposition de l'Allemagne n'avaient pas la même valeur pour ce qui concernait l'Autriche que pour ce qui la concernait elle-même.

Le ministre des Affaires étrangères impérial et royal n'était pas disposé, au fond, à accorder la vente des bateaux, parce que, comme il l'exprimait le 1^{er} avril dans un télégramme à son ambassadeur à Berlin, « il désirait également, en cette affaire, agir en plein accord avec le cabinet allemand ». Il prescrivit à l'ambassadeur « de traiter de la

question avec le chancelier d'empire et de rendre compte clairement, et au plus tôt, de la position prise à ce sujet par le gouvernement du Reich ».

La conséquence de cet échange de vues fut que l'Autriche-Hongrie ne donna pas de suite favorable à la demande de l'Espagne.

Moins de sept semaines plus tard, le 16 mai 1916, l'ambassadeur à Madrid se voyait obligé d'annoncer :

J'apprends d'une source digne de foi que le gouvernement allemand serait prêt à aliéner, sous certaines conditions, en faveur du gouvernement espagnol les navires qui se trouvent actuellement dans les ports espagnols. Je ne puis qu'exprimer mon vif regret d'avoir vu rejeter par Vienne, comme non discutable ab limine, la proposition que j'avais faite d'aliéner quelques-uns de nos bateaux, car l'Autriche-Hongrie est, une fois de plus, repoussée, ici, à l'arrière-plan par l'Allemagne, et que ce pays éprouvera une triste impression en constatant que l'Allemagne, beaucoup plus intéressée que nous dans la question des bateaux, s'est laissé fléchir avant la monarchie austro-hongroise, qui est attachée à l'Espagne par les liens de parenté de leurs maisons régnantes...

Il est incontestable que cette concession allemande se fait aux dépens du prestige et des intérêts de l'Autriche-Hongrie, car nous aurions été les premiers à aller au-devant des désirs de l'Espagne si le principe de la non-aliénation des bateaux avait été abandonné antérieurement...

Après une question posée à Berlin par le gouvernement austro-hongrois, on apprit que l'empereur Guillaume avait promis dix navires allemands au roi d'Espagne, le ministère des Affaires étrangères allemand se retrancha derrière l'allégation qu'en Allemagne ce n'était pas l'empereur avec le chancelier d'empire qui gouvernaient, mais le chef d'état-major général avec l'empereur.

Au sujet de cette affaire, le prince de Hohenlohe mandait, le 23 mai, de Berlin :

Je n'ai pas manqué de dire au secrétaire d'Etat que Votre Excellence avait été péniblement impressionnée de n'avoir pas été informée plus tôt que le gouvernement de Berlin avait autorisé la vente à l'Espagne de bateaux allemands.

M. von Jagow m'a répondu qu'il comprenait parfaitement cette émotion, mais que l'affaire avait été traitée entièrement au grand quartier général entre l'empereur et le roi d'Espagne et que le ministère des Affaires étrangères n'en avait été averti que lorsqu'il n'était plus temps de revenir sur le consentement donné par l'empereur à ce sujet.

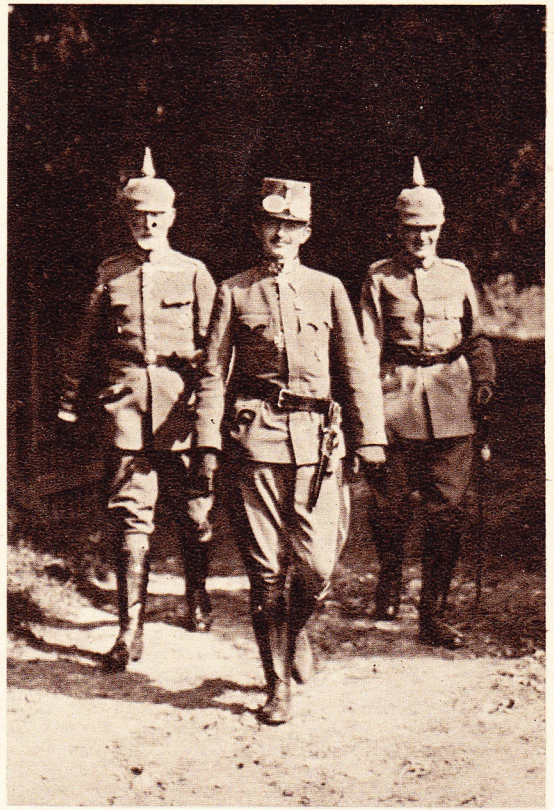
LE SORT DE LA POLOGNE

Parmi toutes ces questions, aussi nombreuses que variées, qui créaient tant de soucis à l'administration centrale de Vienne et n'échappaient pas non plus, en ces journées printanières du Tyrol méridional, à l'archiduc Charles, contentons-nous de dire quelques mots de l'affaire polonaise.

Au cours des nombreux échanges de vues très académiques entre le ministre impérial et royal des Affaires étrangères, le chancelier du Reich et le secrétaire d'Etat allemand aux Affaires étrangères, tout le monde, jusqu'au début de 1916, était tombé d'accord pour estimer que la solution la plus favorable aux intérêts durables des puissances alliées



Le prince héritier François-Ferdinand (qui devait être assassiné à Serajevo) et le prince Charles (qui devait devenir empereur d'Autriche).



Le prince héritier Charles visitant le grand quartier général allemand pendant la guerre.



Le château de Lagenburg où l'empereur Charles a rencontré plusieurs fois le prince Sixte de Bourbon pendant les négociations occultes pour une paix séparée.

Photographies A. L. I.



Le feld-maréchal Hindenbourg
(en uniforme autrichien)
sortant d'une entrevue avec l'empereur Charles.



L'empereur Guillaume II (en uniforme autrichien)
et l'empereur Charles (en uniforme allemand)
sur le front de France.



L'empereur Guillaume et l'empereur Charles
au château de Gorz (automne 1917).



L'empereur Charles, le général von Morgen (à gauche)
et (à droite) le général von Seeckt.

serait l'incorporation de la Pologne à la monarchie austro-hongroise. Par la suite, parvinrent à Vienne des nouvelles qui firent conclure à un changement d'attitude du gouvernement allemand pour ce qui était du problème polonais. De Pologne on reçut également des renseignements indiquant que l'Allemagne travaillait constamment dans le sens d'une solution germano-polonaise.

Le baron Burian pria donc l'ambassadeur impérial et royal à Berlin d'appeler l'attention du chancelier d'empire, en raison de la prochaine réunion du Reichstag, sur le fait qu'une discussion du problème polonais devant l'assemblée et, du côté gouvernemental, que des explications non conformes à notre point de vue seraient considérées par nous comme inopportunes. A la suite de cette intervention, le chancelier d'empire invita le ministre impérial et royal des Affaires étrangères à venir à Berlin le 14 avril 1916 et empêcha toutes manifestations indésirables de se produire au Reichstag. Au cours des entrevues des 14 et 15 avril, le chancelier d'empire surprit le baron Burian en lui déclarant que l'Allemagne en était arrivée à penser que la seule solution conforme à ses intérêts était la création d'un royaume de Pologne indépendant, appuyé sur l'Allemagne. Le baron Burian répondit que, si les conceptions et les projets du chancelier d'empire au sujet de la Pologne s'étaient modifiés, les siens n'avaient pas changé. Les deux partis restèrent fermement sur leurs positions.

DOUBLE JEU ALLEMAND

Bien que ces conversations aient été rigoureusement confidentielles et que l'Autriche-Hongrie n'ait pas admis le point de vue allemand, le gouvernement de Vienne devait bientôt apprendre, à sa grande surprise, que du côté allemand, et officiellement même, on avait fait connaître en Pologne la solution préconisée par le gouvernement du Reich. L'Allemagne agit par la suite comme si la création d'un Etat tampon polonais indépendant, appuyé sur l'Allemagne, signifiait qu'on avait adopté une solution purement polonaise de la question.

Devant les observations de l'ambassadeur impérial et royal qui s'ensuivirent, le 20 avril, le secrétaire d'Etat allemand se défendit de toute indiscretion. Pourtant, le baron Burian avait pu découvrir que « dès octobre 1915, c'est-à-dire à une époque où les vues du gouvernement allemand étaient absolument ignorées à Vienne, le conseiller intime de la chancellerie d'empire Riezler s'était rendu à Varsovie et y avait fait confidentiellement des déclarations concernant le projet allemand.

» Ce fonctionnaire avait ainsi parlé, dès l'automne de 1915, d'une incorporation éventuelle de la Pologne à l'Empire allemand et fait remarquer à ce sujet qu'une situation spéciale pourrait lui être accordée, comme celle, par exemple, dont jouissait la Bavière. Il avait aussi prétendu que l'opinion publique allemande n'admettait que difficilement le rattachement de la Pologne à la double monarchie. Le prudent gouverneur de Varsovie, von Beseler, au cours d'une réunion des gouverneurs des régions occupées par l'Allemagne, aurait également, dans un discours, déclaré, entre autres choses, que l'Allemagne espérait, lorsqu'elle évacuerait la Pologne, s'être fait de ce pays un fidèle ami et allié. »

La conduite de la presse polonaise inspirée par

l'Allemagne démontrait, par ailleurs, que du côté officiel allemand on permettait que l'opinion publique en Pologne fût préparée à cette solution ou s'y appliquât même.

Au surplus, on ne paraît pas avoir fait partout, à Berlin, un secret de ces projets. Un homme politique autrichien, qui y séjourna quelque temps et qui eut l'occasion de causer avec des hommes politiques allemands de premier plan, a déclaré qu'on lui avait nettement fait comprendre, dans la capitale allemande, que le ministère des Affaires étrangères ne songeait nullement à abandonner la Pologne à la double monarchie. On se ralliait, disait-on, beaucoup plus à l'idée de la fondation d'un Etat polonais indépendant, à la tête duquel on placerait un prince des maisons royales bavaroise ou saxonne ; bien entendu, ce nouveau royaume serait maintenu sous la dépendance militaire et politique de l'Allemagne... « Il fallait que Votre Altesse sache que l'on a ouvertement parlé de cela à Berlin, dans les cercles politiques et mondains, et que nos entretiens n'ont abouti à aucune solution... »

La ces plaintes du 27 avril en succéda une autre le 12 mai :

Depuis les conversations de Berlin, on parle en toute liberté, aussi bien à l'intérieur qu'à l'étranger, des plans allemands relatifs à la Pologne. A l'appui de cette affirmation, on peut citer, entre autres choses, les déclarations de personnes arrivant de Berlin et qui sont informées de toutes les parties importantes du projet allemand ; on peut citer aussi les presses suisse et russe, les nouvelles de Pologne qui confirment, depuis plusieurs semaines, que l'attitude des cercles allemands, dans ce pays, ne peut que corroborer ce que nous savons.

J'ai déjà dit que l'héritier du trône n'avait jamais parlé politique avec qui que ce soit de son état-major. Il faut se persuader que tous ces faits, qui jetaient sur la conduite de l'Allemagne une lumière fort peu réjouissante, ne parvinrent pas à faire prendre au prince une attitude hostile à l'Allemagne. Il partit pour Chodorow — il avait été désigné pour commander la XII^e armée en Galicie — avec le ferme propos de rencontrer les Allemands sans prévention et d'effectuer de son mieux un travail compréhensif et profitable à tous.

Il devait, sur l'ordre du commandant en chef, accomplir une importante tâche militaire dans le cadre d'une guerre de coalition : il voulait s'en acquitter et uniquement s'en acquitter.

L'ENTRÉE EN GUERRE DE LA ROUMANIE

En ce qui concerne les questions politiques et militaires, on avait en Allemagne, avant la guerre, et on eut surtout pendant la guerre, une forte tendance à représenter les situations telles qu'on aurait voulu qu'elles fussent et non telles qu'elles étaient.

Pendant la guerre balkanique, des considérations de famille poussèrent l'Allemagne à favoriser la Grèce et, avec elle, la Serbie aux dépens de la Bulgarie. Pendant la grande guerre, on jura longtemps, très longtemps, à Berlin, par l'Italie et ce fut la sentimentalité qui, une fois de plus, aveugla l'Allemagne quand l'attitude de la Roumanie devint de jour en jour plus inquiétante.

Pendant que la bataille faisait rage en Bukovine et en Galicie orientale, les stations radioélectriques

austro-hongroises captèrent des messages échangés entre Paris et Bucarest. Ces messages, déchiffrés par notre commandement en chef et qui révélaient le danger roumain, furent taxés d'œuvres d'imagination à Pless. Devant la légèreté d'esprit de Falkenhayn en cette circonstance, Conrad dut se borner à faire stationner quelques brigades à peu près hors de combat en Transylvanie et à grouper en soi-disant bataillons les mineurs et les bateliers de la frontière roumaine. Les organes de cette défense territoriale furent placés sous l'autorité du général de l'infanterie baron Arz, qui, en ce qui concernait diverses affaires, releva de l'autorité de l'archiduc Charles.

La phase initiale de la rupture avec la Roumanie est bien connue. Mais, ici encore, nous pouvons montrer, par des documents qui n'ont figuré dans aucun des « livres blancs » ou d'autre couleur de la diplomatie, quel pénible conflit fut provoqué par la menaçante énigme roumaine.

Le 14 juillet 1916, le comte Tarnowski, ambassadeur impérial et royal à Sofia, mandait ce qui suit au ministère des Affaires étrangères de Vienne :

Au cours d'une conversation, Radoslawow m'a appris qu'il avait reçu la visite de l'ambassadeur de Roumanie, revenu depuis peu de Bucarest, et que celui-ci lui avait parlé fort amicalement. Le président du Conseil m'a demandé si j'avais également reçu la visite de M. Derussi, ce à quoi j'ai répondu qu'il s'était, jusqu'ici, borné à déposer une carte chez moi. Radoslawow m'a déclaré qu'il n'était pas surpris de ce que les représentants de la Roumanie n'éprouvassent plus le besoin de fréquenter les diplomates austro-hongrois. Il a ajouté que ce que Derussi lui avait dit ne constituait que des phrases vides et sans importance qui ne pouvaient tromper personne sur les sentiments qu'éprouvait la Roumanie à l'égard d'une Bulgarie devenue grande.

Il m'a dit aussi que personne, ici, ne se fait à la Roumanie et que l'état d'esprit, particulièrement dans l'armée, lui était tellement hostile que, si la Roumanie tentait de mettre la main sur la Transylvanie, l'armée aurait grande envie de l'attaquer.

Au dernier moment, les relations avec la Roumanie étaient devenues telles que Vienne se voyait dans l'obligation de prendre des mesures de précaution dans trois directions à la fois. D'abord, il fallait veiller à ce que la Bulgarie, qui brûlait de rompre avec la Roumanie, ne se déchaînât pas trop tôt ; ensuite, il fallait régler la situation militaire, particulièrement en Bukovine ; enfin, il fallait mettre au clair ce que serait l'attitude de l'Allemagne à l'égard de l'Autriche en cas de déclaration de guerre de la Roumanie. En ce qui concerne la Bulgarie, on évita, pendant longtemps, soigneusement de conclure avec ce pays des arrangements militaires qui eussent pu faire croire à l'imminence du conflit. Le cabinet de Vienne ne se rallia pas non plus à l'idée de Berlin de faire prendre à la Bulgarie une attitude menaçante. Quant à la situation militaire, on ne pouvait y faire face que si l'Allemagne envoyait au plus tôt des troupes à notre aide. Le baron Conrad s'employa à obtenir du commandement suprême allemand l'envoi de nouvelles forces pour libérer la Bukovine. Mais pour un pareil appui on ne pouvait compter sur Falkenhayn, qui se donnait l'apparence de sous-estimer le danger roumain ou qui l'ignorait réelle-

ment. Alors, la diplomatie entra en jeu. L'ambassadeur austro-hongrois à Berlin reçut mission d'appeler l'attention du chancelier d'empire sur le fait que, seul, un indiscutable succès de nos armes pourrait empêcher la Roumanie de nous attaquer. Le chancelier d'empire comprit la situation, mais le chef d'état-major général ne la comprit pas.

LE MAUVAIS VOULOIR ALLEMAND

Le 18 juillet, le prince de Hohenlohe (1) dut télégraphier le compte rendu suivant :

M. von Bethmann-Hollweg m'a déclaré qu'il avait exposé, hier, au chef d'état-major général allemand sa façon de voir et celle de Votre Excellence au sujet de la question roumaine. Falkenhayn aurait répondu qu'il était bien persuadé de l'impérieuse nécessité de l'action proposée, mais que c'était une grave erreur de croire qu'il ne dépendait que de la bonne volonté du commandement allemand de prendre les mesures préconisées et que, dans un moment aussi critique, il était malheureusement impossible de songer à libérer des troupes, en quelque point que ce fût, pour les engager en Bukovine.

Le 20 juillet, le prince de Hohenlohe poussa le chancelier d'empire à ne pas se considérer comme satisfait par la réponse de Falkenhayn. « Il fallait bien faire quelque chose, partout où cela serait possible, pour donner à l'affaire roumaine une tournure favorable à nos intérêts. » Bethmann-Hollweg promit d'effectuer encore une tentative. Il fut en mesure d'écrire, le même jour, à l'ambassadeur que le corps alpin serait envoyé en renfort à l'armée austro-hongroise. (C'était d'ailleurs une erreur : il s'agissait du corps des Carpathes.)

Pour ce qui était de la nécessité de connaître quelle serait l'attitude de l'Allemagne au cas où la Roumanie déclarerait la guerre à l'Autriche-Hongrie, il fallait se souvenir que l'Allemagne n'avait pas déclaré la guerre à l'Italie en mai 1915 et qu'en ce qui concernait ses relations avec la Roumanie elle semblait devoir adopter une attitude analogue à celle qu'elle avait prise vis-à-vis de l'Italie.

À l'époque visée, le 22 mai 1915, le prince de Hohenlohe avait télégraphié de Berlin :

M. von Jagow me prie de dire à Votre Excellence qu'au moment où le gouvernement italien rompt les relations diplomatiques avec nous il lui est signifié que, du côté allemand, on considère que cet acte vaut également pour l'Allemagne. Bulow a reçu mission de déclarer, avant son départ, au baron Sonnino que, les corps de troupes allemands et austro-hongrois étant mêlés aux nôtres sur presque tous les théâtres d'opérations, une offensive italienne contre l'Autriche-Hongrie constituerait également un acte d'hostilité contre l'Allemagne et que l'Italie ferait ainsi retomber sur elle-même toute la responsabilité d'une guerre avec l'Allemagne.

En outre, le secrétaire d'Etat allemand cherchait à excuser l'abstention de son gouvernement en ce qui concernait la déclaration de guerre en disant qu'il considérait comme possible que la Roumanie se soit engagée à se ranger aux côtés de l'Italie dans le cas d'une agression allemande contre cette dernière et

(1) Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin.

qu'il fallait éviter de procurer au cabinet roumain la possibilité d'agir ainsi. Bien qu'une explication de ce genre n'eût plus été possible dans l'affaire roumaine de 1916, les instructions données à l'ambassadeur d'Allemagne à Bucarest dans la première quinzaine de juillet 1916 furent les mêmes que celles qui avaient été adressées au prince de Bulow en mai 1915.

En effet, le ministre impérial et royal des Affaires étrangères adressa, le 11 juillet, au prince de Hohenlohe, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin, une dépêche ainsi conçue :

J'ai appris par un télégramme du comte Czernin, du 2 juillet, que l'ambassadeur d'Allemagne à Bucarest a fait récemment au roi Ferdinand certaines déclarations visant le cas où la Roumanie déclarerait la guerre à la monarchie danubienne. Le passage principal de la note laissée au roi Ferdinand exprimerait qu'« il fallait que la Roumanie compte que sa déclaration de guerre à l'Autriche-Hongrie signifierait aussi une déclaration de guerre à l'Allemagne ». Il apparaît que, dans cette notification, on a évité d'exprimer nettement qu'une déclaration de guerre de la Roumanie à l'Autriche-Hongrie entraînerait une déclaration de guerre de l'Allemagne à la Roumanie. Le sens de la notification allemande est donc presque identique à celui de la communication que le prince de Bulow avait reçu mission de faire au gouvernement italien dans le cas d'une déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche-Hongrie, communication qui n'a nullement entraîné l'ouverture effective et officielle de l'état de guerre entre l'Allemagne et l'Italie. J'attacherais donc du prix à ce que ce précédent ne soit pas suivi dans le cas d'un conflit armé avec la Roumanie et qu'avant même que cette éventualité se fût produite nous recevions ici tous apaisements à ce sujet. Je dois aussi faire remarquer, à ce propos, que les textes des traités entre la Roumanie et chacune des puissances centrales sont absolument identiques. Je prie donc Votre Excellence de poser à M. von Jagow la question précise exprimée dans la présente dépêche et de se procurer la certitude qu'en cas de déclaration de guerre à l'Autriche-Hongrie par la Roumanie l'Allemagne déclarerait immédiatement la guerre à cette dernière puissance.

Le secrétaire d'Etat von Jagow et le chancelier d'empire promirent qu'en cas de guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie « l'Allemagne combattrait à nos côtés », mais ils ne certifièrent rien en ce qui concernait la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Roumanie, et le prince de Hohenlohe dut intervenir à nouveau. Il semble que ce ne fut qu'à ce moment que M. von Jagow se rendit au grand quartier général pour faire appuyer de l'autorité impériale une assurance qui, jusqu'alors, n'avait pas été envisagée. Ce n'est que le 14 juillet 1916 que M. von Tschirschky, ambassadeur d'Allemagne à Vienne, fut chargé de signifier formellement au Ballplatz qu'« une déclaration de guerre de la Roumanie à l'Autriche serait suivie d'une déclaration de guerre de l'Allemagne à la Roumanie ».

SURPRISE DIPLOMATIQUE ET MILITAIRE

En même temps se multipliaient les révélations sur les armements roumains et, bien entendu, les

démentis de la Roumanie sur ses intentions belliqueuses.

Le 26 août, le roi Ferdinand affirmait à l'ambassadeur austro-hongrois qu'il espérait bien faire déclarer la neutralité au cours du conseil de la couronne réuni le même jour et, tandis qu'il parlait ainsi, la déclaration de guerre de la Roumanie était déjà en route pour Vienne. Elle fut remise au ministre des Affaires étrangères le 27 août au soir. A Teschen (1) et à Vienne, on avait considéré comme certain que la Roumanie entrerait en guerre à la fin de l'été. Mais la déclaration de guerre dès le 27 août fut tout de même une surprise ; la moisson n'était pas encore rentrée et, d'autre part, le principe de « courir au secours du vainqueur » (2), qui était la ligne de conduite à Bucarest, ne se trouvait pas aussi complètement de saison en cette fin d'août que dans les derniers jours de juillet. La surprise diplomatique permettait d'escompter une surprise militaire, et c'est bien ce qui arriva.

La Roumanie ne crut pas devoir imiter l'hésitation qu'avait donnée l'Italie : ses troupes envahirent la Transylvanie sans arrière-pensée, par tous les chemins, au fur et à mesure de leur mobilisation et selon la façon plus ou moins énergique dont elles étaient poussées en avant. Elles refoulèrent les avant-postes austro-hongrois, mais durent bientôt s'arrêter quand elles se heurtèrent à des forces constituées. L'Allemagne, il faut en convenir avec reconnaissance, fit des choses admirables à ce moment : elle amena au secours des forces austro-hongroises les divisions qui étaient destinées à former la IX^e armée du général de Falkenhayn. Ces opérations placèrent bientôt dans une position critique les troupes roumaines qui avaient pénétré jusqu'à Cronstadt et Hermannstadt.

Mais la Roumanie pouvait compter sur l'appui de la Russie. Aux termes de la convention militaire du 17 août, la Russie devait appuyer la mobilisation et la concentration roumaines par une offensive générale sur le front austro-hongrois. Broussilow lança, le 31 août, cette offensive de dégagement. Elle était dirigée contre le front du prince héritier et, plus particulièrement, contre l'armée du Sud. Les attaques russes et, plus tard, les attaques russo-roumaines furent peut-être encore plus dangereuses à l'aile droite de la VII^e armée, où la liaison n'était pas encore bien établie avec les organes de la défense territoriale de la Transylvanie. On vécut encore une fois à Chodorow des heures d'angoisse. Il dépendait de la solidité du front du prince héritier que les opérations projetées contre les Roumains pussent être entreprises. Pourtant, il fallait déjà détacher des unités des divisions destinées à la Transylvanie pour secourir l'armée du Sud. D'autre part, le groupe d'armées avait à peine eu le temps de reprendre son souffle depuis la fin de la campagne de Luck et il n'avait presque pas pu être question de consolider les positions déjà organisées ni d'en installer de nouvelles dans la zone des III^e et VII^e armées.

AUTRE CRISE AUSTRO-ALLEMANDE

La crise passa, mais ce fut pour être remplacée par une autre à la fin de septembre : la deuxième

(1) Siège du G. Q. G. austro-hongrois.

(2) En français dans le texte.

offensive russe de dégagement commença, en effet, à cette époque. Elle eut à l'aile méridionale de l'armée du Sud un complet succès et conduisit à une bataille d'une violence sans exemple dans les Carpathes. Une lutte ardente qui fit rage du 16 au 20 septembre dans la région de Kirlibaba procura des succès aux Russes, mais non le succès décisif d'une percée.

Les propositions réitérées du prince héritier au sujet d'une nouvelle répartition des zones de commandement ne devaient pas être approuvées de sitôt par le commandement en chef. Pourtant, depuis l'entrée en guerre de la Roumanie, l'organisation du commandement était devenue absolument illogique. L'autorité sans restriction du prince héritier s'étendait à l'armée allemande du Sud, aux III^e et VII^e armées austro-hongroises et son commandement restreint, sur la I^{re} armée et sur les troupes de la IX^e armée allemande, en mouvement ou en voie de rassemblement. Sa zone de commandement comprenait donc des parties du front situées de part et d'autre des Carpathes, mais ne s'étendait ni à la totalité de la Galicie orientale (la II^e armée austro-hongroise stationnée à l'ouest de Brody relevait du front du prince Léopold de Bavière), ni à la totalité de la Transylvanie. Les troupes stationnées en Galicie orientale, en Bukovine et en Transylvanie avaient respectivement des missions et des situations matérielles différentes. Il était surprenant que ni le commandement en chef austro-hongrois ni le commandement suprême allemand ne voulussent tenir compte de cette situation. Le fait que des propositions de cette importance restaient sans réponse démontrait au prince héritier que les différences de conception pour la solution de la question du commandement subsistaient toujours.

Les officiers allemands ne possédaient malheureusement pas tous le tact qui leur aurait été doublement nécessaire pour remplir leurs fonctions dans l'état-major de l'archiduc Charles. Ils connaissaient l'Autriche-Hongrie aussi peu que la connaissait leur chancelier d'empire quand, dès le début de la grande lutte, il rangeait aux côtés de l'ennemi les Slaves autrichiens, en déclarant que la guerre mondiale n'était autre chose que la guerre des Slaves contre les Germains. Accoutumés à avoir devant leurs yeux un instrument de guerre national plein d'unité, ils ne comprenaient ni n'appréciaient à leur juste valeur les difficultés incroyables auxquelles devait faire face l'armée internationale de l'Autriche-Hongrie. Ils oubliaient que leurs Alsaciens et leurs Polonais avaient montré, dès le début de la guerre, qu'on ne pouvait leur accorder qu'une confiance très limitée, alors que la faim, la propagande ennemie et la politique allemande maladroite (aussi bien d'un côté que de l'autre de la frontière austro-allemande) étaient seules parvenues à faire désertir le drapeau noir et jaune par les Slaves autrichiens. Ils ne voyaient pas que l'armée austro-hongroise, saignée à blanc dès le début, n'avait jamais eu ni trêve ni repos et que, par suite, le fléchissement d'une division austro-hongroise était un fléchissement tout naturel chez des combattants épuisés. Ils ne voulaient pas voir que la structure de l'Autriche-Hongrie, dont la responsabilité incombe à Bismarck, compliquait lourdement la constitution de cette monarchie, empêchant ainsi l'utilisation totale de ses ressources. En outre, les troupes allemandes, du

moins encore à cette époque, ne manquaient absolument de rien, tandis que le soldat austro-hongrois était déjà devenu un mendiant. Et ces reproches qu'ils nous adressaient, nos camarades allemands ne se bornaient pas à nous les adresser en eux-mêmes, ils les exprimaient aussi devant leurs alliés austro-hongrois. Je conserve fidèlement le souvenir de ceux de mes camarades allemands qui ont eu des égards et de la considération pour mon drapeau et pour moi. Quelques-uns d'entre eux sont encore « une partie de moi-même ». Ils sont restés pour moi des amis très chers. Mais je ne puis oublier que le chef allemand du bureau des opérations, par exemple (un Bavarois, soit dit en passant, qui oubliait de porter les couleurs de son roi), avait entrepris de renseigner périodiquement l'ensemble des organes de l'état-major sur la situation militaire et y procédait de telle sorte qu'il était impossible à un officier autrichien tant soit peu doué de fierté et de patriotisme d'assister à ses exposés. Ces manifestations irritantes et bien d'autres encore ne sont certainement pas parvenues à la connaissance du général von Seeckt. Les officiers autrichiens et hongrois obéissaient aussi à l'ordre donné par leur chef, l'archiduc, d'éviter, même au prix de durs sacrifices, tout conflit ; ils sont d'ailleurs, par nature, sociables, bons enfants et indulgents. Mais, en pareille circonstance, il n'est que trop compréhensible que, dans le cercle de ses collaborateurs austro-hongrois, le prince héritier ait eu de la peine à trouver un consolateur. Comment ceux qui souffraient eux-mêmes de cet état de choses auraient-ils pu le consoler et le tranquilliser ? Donc, pour des raisons de faits et de personnes, le travail en commun des Allemands et des Austro-Hongrois était insupportable. Seule la victoire aurait pu conjurer la crise qui devait résulter de cette situation, la victoire remportée en commun aurait pu faire oublier les frottements et les incompatibilités d'humeur ; mais la victoire ne vint pas ; à cette époque, au contraire, on allait d'échec en échec. Et le chef que l'on avait envoyé conduire une offensive destinée à libérer la Bukovine, en lui promettant qu'il disposerait de forces cohésives, ne devait subir que tromperies, mensonges et injures.

Il arriva ce qui devait arriver : l'archiduc en eut, un jour, assez de jouer un rôle incompatible avec sa dignité d'héritier d'une double couronne.

C'est le 4 octobre dans l'après-midi, à Reichenau, où l'archiduc héritier attendait que lui parvînt la décision du commandement suprême lui prescrivant de prendre, le 12 octobre, à Nagyvarade, le commandement des IX^e, I^{re}, VII^e et III^e armées. Sa permission était ainsi écourtée. Au surplus, d'ailleurs, le 7 octobre, l'archiduc demanda que sa permission prît fin plus tôt encore.

L'ENTREVUE DE PLESS

Entre temps lui était parvenue une invitation de l'empereur allemand à se rendre, le 9 octobre, à Pless.

Le 8 octobre, l'archiduc alla à l'audience de notre empereur, à Schenbrunn. Il reçut ensuite le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Guerre et le comte Stürkh, qu'il voyait pour la dernière fois.

Sa visite à Pless permit à l'archiduc héritier de mettre au point la question militaire avec Hindenburg, Ludendorff et l'empereur Guillaume. Mais la

partie la plus intéressante des entretiens fut la conversation politique qu'il eut avec l'empereur allemand dans un pavillon de chasse voisin de Pless.

Le prince héritier, qui rendit compte, le 10 octobre, à l'empereur François-Joseph de son voyage à Pless, rapporta de ses entretiens avec l'empereur allemand une compréhension telle qu'il se demandait si ses oreilles ne l'avaient pas trompé.

En vue de son compte rendu à son souverain, l'archiduc a pris des notes qui nous permettent de reconstituer la conversation dans ses grandes lignes. L'empereur allemand ne craignit pas de s'immiscer d'étonnante façon dans les affaires intérieures de l'Autriche, apparemment pour provoquer des déclarations du prince héritier sur son programme politique personnel. L'empereur Guillaume manifesta son violent mécontentement à l'égard du baron Burian, le ministre des Affaires étrangères, et du comte Stürkh, le président du Conseil. L'archiduc put facilement répondre en ce qui le concernait à ces surprenants reproches et d'une manière qui devait tout particulièrement toucher l'empereur Guillaume : l'empereur François-Joseph ne vivait-il et ne régnait-il pas encore et n'étaient-ce point ses hommes de confiance que l'on attaquait si âprement ? N'aurait-ce pas été de la part du prince héritier un manque de tact et un acte institutionnel que de se permettre la critique ou l'approbation des hommes d'Etat choisis par François-Joseph ? Cette simple allusion à certains faits qui ne lui échappaient pas suffit à décider l'empereur allemand à changer de sujet de conversation.

Le projet d'ouvertures de paix alors établi par les puissances centrales prit une large place dans l'entretien. Devant les déclarations de l'archiduc héritier, qui ne pouvait admettre une politique de paix ne comportant pas l'indication de buts de guerre communs et mesurés, l'empereur promit d'activer les discussions au sujet du geste de paix projeté et d'aiguiller le chancelier d'empire dans le sens indiqué par l'archiduc.

Par ailleurs, il exposa l'un des buts qu'il poursuivait : la conclusion d'une convention militaire entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Il ne put lui échapper que cet objectif ne paraissait pas à l'archiduc être de nature à servir de base à une politique de paix et que cette conception du haut commandement allemand ne lui semblait guère susceptible d'être révélée. L'empereur exprima alors qu'il ne s'agirait surtout que de mesures communes d'organisation et d'armement.

Nul ne s'étonnera d'apprendre que la question polonaise fut également abordée. Mais, les notes de l'archiduc en font foi, on ne songeait pas encore, à ce moment, à l'indépendance polonaise. L'empereur Guillaume déclara qu'il comprenait parfaitement qu'un gouvernement austro-hongrois restât installé en Pologne russe pendant la guerre, mais qu'il pensait que l'assentiment des Polonais russes serait dans l'avenir difficilement acquis à cette solution. Il ne voulait, à ce sujet, publier aucune proclamation de peur de faire disparaître toutes les chances de paix séparée du côté russe. L'empereur revint constamment à l'armée polonaise. Conformément aux idées fausses de ses conseillers militaires, il espérait beaucoup de cette armée. Le prince héritier opina qu'en cette affaire il fallait se garder d'être trop confiant :

« Les Polonais, disait-il, se laisseraient libérer du

joug russe, mais ils n'aideraient pas à cette libération ou n'y aideraient que très peu ; les divisions polonaises sur lesquelles comptait l'état-major allemand s'évanouiraient comme des chimères qu'elles étaient. »

Il ajouta qu'il était bien difficile de parler de la question polonaise et que tout engagement à ce sujet serait dangereux, car la solution dépendait de l'issue de la guerre. L'empereur allemand écouta cette déclaration sans plaisir et finalement il révéla les plus secrets desseins des annexionnistes allemands en faisant observer, en passant, que la frontière russo-allemande actuelle était trop rapprochée de Berlin et que, par conséquent, l'Allemagne avait besoin de la Pologne russe.

A partir de ce jour, l'archiduc Charles se souvint de deux conversations bien peu satisfaisantes qu'il avait eues avec l'empereur allemand. Au cours de la première, il avait constaté, avant le passage de l'Italie dans le camp ennemi, l'indifférence de l'Allemagne à l'égard de la question tyrolienne ; pendant la seconde, il s'était aperçu que l'adhésion de l'Allemagne à la première manifestation de l'Autriche en faveur de la paix ne signifiait nullement son adhésion aux buts poursuivis par l'Autriche.

LE DUELLISTE ET SON SECOND

La question de Pologne fut une pierre de touche pour ce qui concerne la nature et la durabilité des relations entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ; la profonde divergence de conceptions et d'intérêts qui, dans cette affaire, se manifestait entre les deux pays ne parvint pourtant pas à détruire leur alliance, que fortifiait, il est vrai, l'attitude de l'ennemi. Mais ces dissensions ne purent jamais être aplanies parce que le haut commandement allemand, alors tout-puissant, n'était nullement disposé à reconnaître et à soutenir les intérêts de l'Autriche-Hongrie et, en général, de tous les alliés. Cette attitude égoïste n'a pas peu contribué à ce que les peuples non allemands de la monarchie danubienne en soient venus à considérer de plus en plus que leur salut ne résidait pas dans une union avec l'Allemagne et à ce que ceux des Autrichiens allemands dont la pensée était libre ne reconnussent plus dans la politique du haut commandement une politique vraiment allemande.

La politique haineuse de Clemenceau, politique caractérisée par sa phrase bien connue : « Qu'ils crèvent tous les deux ! » (1), a beaucoup contribué à étendre le voile de l'oubli sur ce qu'ont été les relations entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie pendant la guerre mondiale. C'est le traité de Saint-Germain qui a poussé l'Autriche dans la solidarité du malheur avec l'Allemagne. Pourtant, il importe d'exposer les faits historiques, non pas en se plaçant au point de vue où l'on s'est trouvé, par la suite, pour les étudier, mais en les examinant d'après leurs causes et d'après leurs effets à l'époque même où ils se sont produits.

Tout homme auquel certain état d'esprit, apparu à une époque postérieure, ne joue pas un mauvais tour doit reconnaître qu'un Autrichien de 1917 et de 1918 avait l'impression pénible que l'attitude de l'Allemagne, à cette époque, était d'une outrecuidance qui n'est même pas admissible quand on est

(1) En français dans le texte.

le plus fort. L'Autrichien, qui est un modeste et bienveillant spécimen de l'espèce humaine, a toujours volontiers reconnu à l'Allemagne et sans aucune jalousie sa puissance et son habileté. Il lui est aussi, maintenant encore, reconnaissant de l'aide qu'elle a apportée à son pays aux heures critiques et il en oublie même parfois que, tant qu'il le put, il ne fut pas moins secourable pour elle. Pourtant, cet homme si patient fut souvent, au cours de la guerre, près de briser les chaînes qui l'attachaient non pas à l'Allemagne, mais à une caste militaire qui avait perdu la raison. Encore une fois, nous avons oublié tout cela et nous ne l'avons oublié qu'en raison de ce que les souffrances que nous avons endurées alors ont été dépassées par le mal que nous ont fait des vainqueurs enivrés de leur victoire. Mais, quand on écrit ses souvenirs, il faut au moins pour un instant déchirer le rideau tendu en 1919 entre le présent et le passé ; il faut rentrer en soi-même, fermer les yeux et les oreilles aux impressions d'aujourd'hui et évoquer les images et les voix d'une époque révolue. Il faut extraire des cassettes et des coffres les feuilles jaunies sur lesquelles sont inscrites les façons de voir d'autrefois et, ainsi, on peut concevoir et parler comme l'ont fait autrefois Conrad et Czernin, Kœwess et Burian, Borovic et Tisza, et aussi les souverains.

Alors on constate que Ludendorff et son entourage étaient bien résolus à n'appliquer, à leurs alliés comme à leurs ennemis, que le droit du plus fort ; qu'ils ne voulaient établir les relations de l'Allemagne, pendant et après la guerre, avec ceux qui combattaient avec elle ou contre elle, que sur cette base d'injustice. Et c'est cela qui a conduit l'Allemagne à rechercher des conquêtes en Belgique, en Pologne, au Caucase, en Perse, sur les mers et dans les airs, c'est cela qui l'a conduite à s'efforcer, pendant la guerre, d'attacher pour toujours ses alliés avec les liens de conventions militaires établies par elle.

UNE LETTRE INÉDITE DE L'EMPEREUR CHARLES

Le 15 mai 1917 était le premier anniversaire du début de l'offensive de printemps contre l'Italie. Le souverain, qui cherchait dans la commémoration de ces journées glorieuses l'oubli de ses soucis, se rendit, le 14 mai, au Tyrol méridional pour passer l'anniversaire au milieu de son ancien corps d'armée. Pendant la route il se fit rendre compte des faits de la veille et, à cette occasion, il prit quelques décisions et rédigea quelques réponses. Il me dicta, à la machine à écrire, l'une de ces dernières : c'était le premier projet d'une lettre au comte Czernin qui, ensuite, a pu subir quelques modifications, mais dont ce premier jet exprimait, sans aucun doute, le plus directement et de la façon la plus franche et la plus dépouillée d'artifices, la pensée véritable de l'empereur. Voici sa teneur :

Mon cher Czernin,

J'ai reçu aujourd'hui le programme du Conseil des ministres qui doit être réuni pour examiner les conditions de nos relations commerciales avec l'Allemagne et je ne l'approuve pas du tout. De même que j'ai toujours très énergiquement repoussé toute convention militaire avec l'Allemagne, je me vois obligé de rejeter tout traité de commerce qui nous apporterait des relations commerciales plus intimes avec elle qu'avec tout autre Etat. Le but de ce traité

de commerce est bien clair : il consiste à poser l'une des clés de voûte de la politique extérieure des Hohenzollern, qui est la mise de l'Autriche sous la pleine dépendance de l'Allemagne, à la bavaroise. En 1866, Bismarck et de Moltke nous ont battus et jetés hors de l'Allemagne ; c'est ainsi que fut dénoué le drame de la maison de Habsbourg. Mais, comme Bismarck connaissait bien la vitalité de notre chère Autriche et que, d'autre part, il savait bien qu'en Europe centrale il n'y avait pas place pour deux Etats allemands, il a inventé la triple alliance. Son but ? Fortifier notre mortelle ennemie l'Italie et nous obliger à tolérer son influence grandissante sur nos propres Italiens, influence menaçante et dissolvante pour la position de grande puissance de la monarchie des Habsbourg, et parvenir ainsi, soit par des voies pacifiques, soit par une guerre commune, à nous placer sous l'entière dépendance militaire et économique de l'Allemagne.

Des preuves à l'appui de ces assertions ? En temps de paix, les démarches pressantes des Allemands en faveur de l'Italie (mission de Hohenzollern à Trieste, etc.) ; pendant la guerre, pression des Allemands pour obtenir que nous cédions la partie italienne du Tyrol méridional à l'Italie avant qu'elle eût passé à l'ennemi. L'empereur allemand ne m'a-t-il pas souvent parlé du « pays italien » de Folgaria ? Notre admirable armée, en 1914, a seule assumé la charge de la lutte contre le colosse russe et, après la défaite de Luck (qui d'ailleurs présente une grande analogie avec la défaite allemande de la Marne), l'inadmissible stupidité de notre commandement a entraîné la revendication du commandement suprême par l'empereur Guillaume. Puis est venue la triste période des échanges d'officiers, qui fut une incontestable insanité. Comment un capitaine prussien pourrait-il enflammer un bataillon bohémien dans les moments où il s'agit d'obtenir des hommes le plus grand des sacrifices, celui de leur vie ? Naturellement, tout cela a fait croire à l'étranger que l'Autriche était tombée entièrement sous l'autorité de l'Allemagne, ce qui ne contribue pas précisément à hâter la conclusion de la paix.

Une victoire éclatante de l'Allemagne serait notre ruine. L'Allemagne a toujours derrière la tête l'idée que si cela allait mal elle disposerait encore de l'Autriche comme moyen de compensation. Une paix à l'amiable, sur la base du statu quo, serait la meilleure, car, alors, l'Allemagne ne serait pas outre-cuidante et nous n'aurions pas ainsi complètement rompu avec les puissances occidentales, qui, en réalité, ne sont pas nos ennemies. C'est à cela qu'il nous faut arriver et, sans jouer la carte italienne, il ne nous faut rien négliger de ce qui pourrait, même contre la volonté de l'Allemagne, nous conduire à une paix conçue dans l'esprit que je viens d'indiquer.

S'effondrer avec l'Allemagne par point d'honneur serait un suicide et cela ne correspondrait en rien avec l'attitude qu'elle a eue à notre égard jusqu'ici.

De tout cela il résulte que je ne pourrai jamais donner mon assentiment à un traité de commerce aussi avantageux pour l'Allemagne, parce qu'en le signant nous nous livrerions pieds et poings liés à elle, du point de vue économique, et que, pendant une éternité, nous ne pourrions conclure une paix quelconque. En agissant comme ils le font, les Allemands travaillent partout contre nos intérêts économiques. Non, Bismarck serait vraiment trop content !

Je suis convaincu de la loyauté de l'empereur Guillaume à notre égard. Il est rempli de bonnes intentions pour nous... à sa manière, mais ses conseillers ! Et l'on sait l'influence qu'ils ont sur lui.

En résumé, je crois que la seule façon pour l'Autriche de sortir sans trop de mal de cette bagarre, c'est de conclure une paix sans annexions et, après la paix, de s'allier avec la France en contrepoids de l'Allemagne. A cela on répondra que les dissensions franco-allemands sont inapaisables. Mais veut-on bien se rappeler quelle était la situation entre nous et l'Italie avant la triple alliance ?

Je vous écris tout cela parce que, en wagon, je viens d'avoir le temps de réfléchir à toute la question et que je suis convaincu que tout ce que j'ai pensé est juste.

Très amicalement vôtre.

CHARLES.

Dans ses souvenirs, Czernin prétend que l'empereur est allé beaucoup plus loin encore et qu'il aurait interdit toutes nouvelles négociations. Lui, Czernin, les aurait poursuivies quand même. L'empereur l'aurait appris, mais ne serait pas revenu sur « ce point sensible ». Mais le comte Czernin doit avouer lui-même que les prétentions allemandes rendirent les négociations si difficiles qu'elles se traînèrent, avec de longues interruptions, jusqu'au moment de sa retraite.

LES RAPPORTS DES OFFICIERS ALLEMANDS AVEC LES OFFICIERS AUTRICHIENS

A cette même époque fut entrepris un échange d'officiers entre formations austro-hongroises et formations allemandes. Ce projet était motivé par un fait indiscutable : nos troupes entraient dans la bataille avec des degrés d'instruction très inégaux, alors que les troupes allemandes y arrivaient avec une instruction des plus complètes et des plus modernes. La cause n'en était pas dans une infériorité technique ou intellectuelle de nos cadres, mais dans le fait que nous avions été décimés dès 1914 et que, depuis cette époque, nous faisions la guerre avec une armée de territoriaux. Cette situation avait pour conséquence que, lorsque l'adversaire le permettait, on renonçait longtemps à toute opération sanglante pour permettre aux troupes de se refaire et pour leur donner le temps de s'instruire. Il est indiscutable que les officiers austro-hongrois avaient, comme tout un chacun d'entre nous, beaucoup à apprendre de leurs camarades allemands. L'échange de cadres dans les grands camps d'instruction pouvait les faire bénéficier des riches enseignements acquis, sur le front occidental, par les officiers allemands et, réciproquement, les officiers allemands pouvaient profiter de notre expérience de la guerre de montagne. Mais sur le front l'échange d'officiers n'était pas souhaitable. Les officiers allemands pouvaient bien y faire profiter les régiments austro-allemands des enseignements de la bataille de la Somme, mais ils ne pouvaient leur apprendre à mourir, car cela, ils le savaient aussi bien qu'eux. Ils ne pouvaient avoir aucune influence sur les régiments magyars, car le gouvernement hongrois s'était opposé aux échanges de cadres. Enfin, pour ce qui était des régiments non austro-

allemands, l'ignorance de leur langue constituait un obstacle à la possibilité d'adaptation d'officiers allemands.

La raison dicta donc à l'archiduc la proposition suivante, qu'il adressa au commandement en chef austro-hongrois :

Référence à l'ordre n° 22500 du commandement en chef.

L'ordre sera, bien entendu, exécuté, mais je me permets les observations suivantes :

L'incorporation d'officiers allemands, en qualité de commandants de bataillon ou de compagnie, dans les régiments hongrois ou slaves me paraît impossible parce que de tels chefs ne pourraient, dans les moments critiques, parler à leurs hommes et aussi parce que ceux-ci seraient soumis à un règlement étranger. En outre, le fait de détacher des officiers allemands dans les régiments tchèques ne pourrait qu'augmenter leur penchant pour la désertion en masse. Enfin, pour les régiments hongrois et croates de la Houtent, il y a un obstacle insurmontable : la langue. Le groupe d'armées ne comprend que quatre régiments austro-allemands d'infanterie : les 1^{er} et 13^e, le 3^e régiment de dragons et le 6^e régiment de réserve de uhlans.

Je propose d'affecter les officiers allemands aux états-majors de régiment sans leur donner un commandement.

Je voudrais qu'il soit bien établi que jamais un officier austro-hongrois n'a contesté à l'armée allemande l'admiration à laquelle lui donne droit tout ce qu'elle a fait, et les officiers austro-hongrois continuèrent à apprécier la vieille armée impériale allemande à sa juste valeur dans l'avenir, même si des historiens sans jugement cherchaient à la déprécier à leurs yeux. Ils reconnaissent la supériorité que valent, à l'armée allemande, l'homogénéité de la constitution politique de son pays, sa meilleure organisation en temps de paix, sa volonté presque unanime de vaincre et la grande étendue de l'Empire allemand. Mais les officiers austro-hongrois patriotes ont souffert et souffrent encore de la morgue et de la présomption de leurs camarades allemands, et tous les officiers austro-hongrois qui ont du jugement ont découvert, eux aussi, des faiblesses que l'armée allemande, comme toute création humaine, portait en elle. Le haut commandement allemand et, encore moins, le moyen et le bas commandement ne sont pas parvenus à provoquer notre admiration. Les relations entre l'officier et l'homme de troupe allemands ne nous paraissaient pas non plus dignes de constituer des exemples. Enfin, la très faible faculté d'adaptation aux hommes et aux circonstances de l'officier allemand en général nous a frappés. Ce qui nous frappa aussi très vivement chez nos alliés, c'est l'absence d'esprit critique, de psychologie et l'inorganisation de leur service de renseignements diplomatiques. J'ai voulu indiquer ici toutes ces carences, parce qu'elles furent l'une des causes de la crise qu'ont subie l'état-major du prince héritier en particulier et nos nations en général.

DEUX CONCEPTIONS MILITAIRES OPPOSÉES

Pour ce qui est de la situation des généraux commandant en chef vis-à-vis de leurs chefs d'état-

major, elle était, au surplus, toute différente en Autriche-Hongrie et en Allemagne. En effet, d'après les règlements sur le haut commandement, le général en chef jouissait, en Autriche-Hongrie, d'une entière autorité en campagne. Lui seul était responsable de tout ce qui se passait dans l'étendue de sa zone de commandement. Son chef d'état-major avait le droit et le devoir de présenter à son général des solutions différant des siennes et de les transmettre, pour exécution, à ses services, si l'entente s'était faite ; mais sa responsabilité n'en était nullement engagée pour cela. Quand un chef d'état-major était relevé de ses fonctions sans qu'en même temps fût relevé son général, cette mesure ne prenait de l'importance, dans l'armée austro-hongroise, que si le général l'avait provoquée ou si des fautes pouvaient être reprochées au chef d'état-major dans l'exécution de son service. Le chef d'état-major y était bien l'aide du commandant en chef.

Il résultait de cette conception qu'avant que les ordres d'exécution pussent être transmis le général commandant en chef, quand il savait se tenir à sa place, devait avoir approuvé les plans d'opérations que lui avait présentés son chef d'état-major, après avoir minutieusement étudié tous les éléments de base de son idée de manœuvre.

Tout était bien différent en Allemagne. J'ignore les prescriptions des règlements allemands, mais je sais bien ce qui est pratiqué en Allemagne. Je n'ai jamais connu d'autres commandants en chef allemands que des personnalités représentatives ou bien des hommes concrétisant l'esprit des unités à la tête desquelles ils étaient placés. Une pareille dénaturation des fonctions comme celle que représentaient, par exemple, les situations respectives de l'empereur Guillaume et du duc de Hohenberg-Ludendorff n'a pu être que très rarement relevée en Autriche. La conception allemande est bien caractérisée par le fait qu'après des échecs on vit souvent les chefs d'état-major relevés de leurs fonctions et non leurs commandants en chef. Il en résulta que l'archiduc Charles et le major général von Seeckt prirent leurs fonctions, en Galicie orientale, en se faisant d'elles, chacun pour son compte, une idée toute différente. L'archiduc, pénétré de sa responsabilité personnelle, réclamait la part qui lui revenait dans la direction des opérations. Le général von Seeckt, par contre, n'était pas habitué à se voir appelé chaque jour, et même plusieurs fois par jour, au rapport ni à soumettre tous les ordres importants à l'approbation du commandant en chef. Elevé dans la conception allemande de son rôle, il vit dans cette façon d'agir une preuve de manque de confiance à son égard et il y répondit par de la méfiance.

Mais l'organisation allemande n'investit pas seulement le chef d'état-major d'une autorité inhabituelle, elle le charge aussi du souci de tous les détails d'importance secondaire, à la différence avec ce qui se passait en Autriche-Hongrie. Si la moindre question était soustraite à son examen, le chef d'état-major y voyait une atteinte à son autorité. A cela s'ajoutait que leur amour-propre empêchait les officiers austro-hongrois de « laver le linge sale » de leurs camarades hors de leur propre famille, dans la famille allemande. Il en résultait de fréquents différends qui, tous, finalement devaient être portés devant l'archiduc, seul juge compétent et impartial. Aussi n'est-il pas surprenant que le prince héritier ait

considéré son état-major comme une machine dont les rouages grinçaient de jour en jour plus durement.

UN INCIDENT SIGNIFICATIF

Une fois, au moins, dans une circonstance très grave, le général von Seeckt a pu constater que la conception autrichienne de la responsabilité et de l'autorité du commandant en chef constituait une sérieuse garantie pour le chef d'état-major. Le 11 août 1916, en effet, le commandant du groupe d'armées avait décidé de replier toute l'armée allemande du Sud (1), dont certaines unités avaient déjà battu en retraite. Le haut commandement allemand, sous Falkenhayn, qui depuis longtemps ne voulait pas de bien à von Seeckt, désapprouva cette mesure. Mais, au lieu de blâmer le commandement du groupe d'armées, on manœuvra avec l'idée de parvenir à faire relever le chef d'état-major de ses fonctions. Le prince héritier l'apprit à temps. Il déclara nettement que la mesure désapprouvée avait été prise par lui et que la disgrâce de son chef d'état-major signifierait que ce n'était pas lui, mais von Seeckt que l'on considérait comme commandant du groupe d'armées. Il comptait donc bien, ajoutait-il, être lui-même relevé de son commandement. Naturellement, on n'entendit plus parler du « limogeage » de von Seeckt. Cependant des frictions devaient résulter aussi du fait que le commandant du groupe d'armées se considérait comme subordonné au haut commandement autrichien, tandis que le chef d'état-major estimait qu'il relevait du haut commandement allemand. Mais il est évident que tout ce que la situation impossible dans laquelle se trouvait placé l'archiduc avait de pénible devait être aggravé ou allégé en fonction du caractère et de la manière d'agir du chef d'état-major et de ses collaborateurs allemands. Or, le général von Seeckt contribua tout à la fois à l'aggravation de la crise de personnel qui éclata bientôt et à son atténuation. Pourtant, on n'en arriva jamais à un conflit suffisamment aigu entre les deux hommes pour que leurs relations devinssent impossibles. En tout état de cause, leurs rapports ne furent jamais très chauds.

ÉLOGE DU GÉNÉRAL VON SEECKT

Le général von Seeckt était, incontestablement, l'une des personnalités les plus intéressantes qu'il m'ait été donné de connaître dans l'armée allemande.

Pendant la guerre, M. von Seeckt a exercé les fonctions de chef d'état-major du maréchal von Mackensen au cours de la bataille de rupture de Gorlice et de l'offensive contre la Serbie qu'il a fait aboutir, dans le cadre d'ordres d'opérations plus généraux, aux plus brillants succès. Après un court séjour auprès de Pflanzer-Baltin, il devint chef d'état-major de l'archiduc Charles. Dans ces fonctions, il s'est appliqué, pendant la résistance aux offensives de dégagement de Broussilow et l'offensive contre la Roumanie, à rendre les meilleurs services à son commandant en chef. Le général von Falkenhayn, qui commanda en chef la IX^e armée allemande, s'est attribué à lui seul, devant la postérité, tous les

(1) L'armée désignée sous le nom d'« armée du Sud » était une armée purement allemande qui formait l'aile gauche du groupe d'armées commandé par l'archiduc Charles.



L'empereur Charles visitant le front italien.



L'empereur Charles dans son train spécial, au moment où il apprit la paix de Brest-Litovsk.

Photographies A. L. I.



Le comte de Czernin, ministre des Affaires étrangères de l'empire d'Autriche.



L'empereur Charles et l'empereur Guillaume s'embrassent une dernière fois à Spa (été 1918).



Le château de Eckartsan (Autriche), la dernière demeure de la famille de l'empereur Charles avant son départ pour l'exil.

Photographies A. L. I.

succès de cette offensive, mais la postérité saura accorder aux troupes de l'archiduc et, par suite, également au général von Seeckt la part qui leur revient dans la victoire. Lorsque l'archiduc Charles fut monté sur le trône, l'archiduc Joseph lui succéda au commandement du groupe d'armées et la « magyarisation » de la partie austro-hongroise de l'état-major commença aussitôt. Le général von Seeckt ne s'y opposa pas et, comme beaucoup d'autres généraux allemands, il entretint des relations avec des politiciens hongrois, même avec des politiciens d'opposition. C'est à l'époque où commandait l'archiduc Joseph qu'éclata sur le front russe la révolution voulue et préparée par le haut commandement allemand. Von Seeckt s'était prononcé très nettement contre cette machination qui devait entraîner tant de catastrophes. La fin de la guerre le vit dans les fonctions de chef d'état-major général de l'armée ottomane. Adjoint au frivole Enver pacha, M. von Seeckt ne put rien faire de remarquable. Il s'épuisa dans une lutte contre les idées de guerre séparée d'Enver, contre la corruption et la gabegie ottomanes et aussi contre les intrigues des chefs allemands sur le front turc.

Après le désastre, le général von Seeckt fut pendant des années le grand maître de la défense nationale allemande, et la très remarquable Reichswehr est bien son œuvre personnelle. Ses successeurs ont pu l'imiter, mais jamais l'égalier.

Seeckt est indubitablement le général allemand le plus cultivé. Je l'ai entendu, un jour, à table, parler d'une façon également intéressante de la géologie de la plaine hongroise, de la culture chinoise et du temps de Jules César. Dans les relations privées, il est le mieux éduqué des officiers allemands, ce qui ne l'empêche pas de montrer une grande assurance. Je le crois bienveillant : des officiers allemands qui, naturellement, l'approchaient de plus près que moi et dont j'appréciais le caractère ne juraient que par lui. Sa bienveillance n'est pas aisée à découvrir, car il est d'aspect extérieur froid et réservé. Je l'ai vu parfois irrité, mais jamais de façon excessive ou déréglée : il est toujours maître de ses nerfs. La fantaisie et le jeu de hasard, en matière militaire, lui sont totalement étrangers. Son caractère est ferme, car, même à l'époque impériale, il savait soutenir ses façons de voir contre celles de ses supérieurs. Il n'admet pas les compromissions, ne parle jamais contre sa conviction et n'agit jamais contre elle, si ce n'est sous la contrainte de la discipline militaire.

Je ne suis pas en mesure de juger les qualités militaires d'un tel homme. Pour le juger en tant qu'homme politique, il me manque une connaissance suffisamment approfondie des événements en Allemagne pendant l'après-guerre.

En tout état de cause, le général von Seeckt est une personnalité, c'est « un seigneur ».

Le prince héritier a parfaitement su découvrir tous les traits du caractère de son chef d'état-major et il l'a apprécié ; aussi était-il résolu à lui reconnaître ce qui lui revenait. Plein de déférence pour son vieil empereur et de dévouement pour l'intérêt général, il s'abstint pendant longtemps de laisser arriver aux oreilles du souverain l'écho des frotements qui se produisaient dans l'état-major de son groupe d'armées. On ne trouve dans aucun de ses rapports adressés à l'empereur un jugement défa-

vorable sur le chef d'état-major ni une indication au sujet des difficultés du travail en commun ; bien au contraire.

Aussitôt après qu'il fut monté sur le trône, l'empereur Charles envoya au général von Seeckt l'un de ses aides de camp, le colonel comte Ledoschowski, avec mission de lui remettre les insignes de la première classe de l'ordre de Léopold, son portrait dans un cadre d'or et de lui exprimer ses remerciements sincères pour les services qu'il lui avait rendus.

LES TENTATIVES DE PAIX AUX DÉPENS DE L'AUTRICHE

Dans les archives de Vienne et de Berlin, les documents sur les tentatives de paix emplissent des armoires entières. Des agents officiels ou officieux des deux parties se sont efforcés, à toutes les époques de la grande lutte, de tâter le pouls de l'adversaire afin de découvrir ses dispositions pour la paix.

L'adversaire était-il disposé à la conclure ? Quelle était sa position à cet égard ? qu'attendait-il de la paix ? Quelles étaient ses conditions absolues ? Sur quoi céderait-il éventuellement ?

Aujourd'hui encore, il est impossible de déterminer exactement, d'après les documents et pour chaque cas particulier de l'ensemble de ces tentatives, s'il s'agissait de l'initiative d'un volontaire ou de la mission d'un officiel. Au cours des années 1914, 1915 et 1916 parvinrent à Vienne de nombreux avis indiquant que l'Allemagne aurait voulu acheter la paix avec la Russie au prix de la cession de la Galicie, ce qui d'ailleurs aurait bien été dans la ligne de la politique de Bulow. Il n'est pas discutable que l'Allemagne a voulu acheter la neutralité italienne par la cession du Tyrol et celle de la Roumanie par le sacrifice de la Transylvanie et des Carpathes ; la preuve irréfutable en est établie par les documents diplomatiques. Et pourtant, à Vienne on a toujours accueilli avec beaucoup de scepticisme les renseignements concernant les tractations de paix de l'Allemagne aux dépens de l'Autriche-Hongrie, quand même on ne les rejetait pas comme incroyables.

De ces tractations il y eut cependant des preuves chaque année.

En mai 1915, un consul allemand, Charles René, prit contact avec un cousin du roi Pierre de Serbie, le docteur Nenadovici, ancien ambassadeur de Serbie à Constantinople. On ne sut jamais comment les deux hommes concevaient les conditions de la paix. Nenadovici, après cet entretien, prit contact avec Pasie, à Corfou. Pétersbourg fut également introduit dans ces entretiens. René parvint, en novembre 1915, à s'entretenir avec le ministre de Russie à Berne.

Le 19 mai 1916, le ministre d'Autriche-Hongrie à Berne, le baron von Gagern, écrivait :

Je ne puis passer sous silence qu'un long entretien a eu lieu à Lucerne, il y a environ une semaine, entre le prince Max de Baden, qui dirige l'organisation de secours aux prisonniers, et un envoyé personnel, choisi dans son propre entourage par le roi d'Angleterre, sir Arthur Lawley. Du côté allemand on affirme qu'à cette réunion on a surtout traité des questions concernant la Croix-Rouge et le secours aux prisonniers. J'ignore si l'on a également abordé les possibilités de paix. On me dit que sir Arthur Lawley, qui a été précédemment gou-

verneur de Madras et qui est maintenant l'un des écuyers du roi, est parti pour Londres aussitôt après son entretien avec le prince Max. La rencontre semble avoir été entourée d'un certain mystère et les journaux n'en ont point encore parlé.

D'autre part, le 19 mai 1916, le conseiller d'ambassade impérial et royal von Skrzynski mandait de Montreux :

A Paris et à Londres courent des bruits, via Bulow et l'Amérique, au sujet des conditions que proposerait l'Allemagne : cession de la Lorraine et d'une partie de l'Alsace, ainsi que d'une partie de la Posnanie orientale, etc.

Le même agent se faisait écrire de Montreux le 3 juin 1916 :

On prétend que l'Allemagne cherche maintenant à engager des négociations, en Suisse, avec la France ! Peut-être le voyage d'Erzberger est-il en corrélation avec cette tentative. D'après mon correspondant, on n'aurait pas beaucoup d'espoir pour ce qui est du résultat de ces tractations.

En février 1917, Bethmann-Hollweg et Zimmermann s'entretinrent avec le ministre du Bulgarie à Berlin, M. Rissoff, pour entrer en conversation avec la Russie. Il fut ici surtout question d'une action germano-bulgare... Les négociations eurent lieu avec le ministre de Russie à Stockholm, qui en rendit fidèlement compte à son gouvernement.

Ces efforts tentés en faveur de la paix ne sont, parmi beaucoup d'autres, cités qu'à titre documentaire. Ils prouvent seulement qu'à la Wilhelmstrasse on songeait aussi à la paix.

LES BUTS DES PUISSANCES CENTRALES

On avait bien compris, à Vienne comme à Berlin, qu'on ne pourrait entrer en conversation avec l'ennemi que lorsqu'on disposerait d'un négociateur susceptible de prendre contact, à l'intérieur comme chez l'ennemi, avec des gens qualifiés et ayant reçu mission d'engager des pourparlers. De ces considérations naquit l'idée d'installer à Bruxelles, en quelque sorte comme agent de liaison, l'ex-kronprinzessin Stéphanie, née princesse de Belgique, et du côté allemand on expédia M^{me} Mascha Wassilitchikoff à Saint-Petersbourg.

Cette ancienne dame d'honneur de la tsarine et de la grande-duchesse Serge avait vécu à Gloggnitz, en temps de paix. Elle était en relations intimes avec les parents de la famille du tsar qui se trouvaient à la cour de Hesse.

Invitée, au cours de l'été de 1915, à écrire dans un sens qu'on lui indiquait au tsar, puis convoquée en novembre à Darmstadt et à Berlin, elle reçut, sans trahir son profond sentiment de patriotisme russe, des instructions et partit, le 8 décembre 1915, pour la Russie, par la Suède, munie d'une sorte de memorandum. Elle parvint à parler de sa mission à Sazonoff, le ministre des Affaires étrangères, mais ne put l'exposer au tsar, car Sazonoff lui remit un ordre impérial qui l'exilait à Tchernigoff. Par la suite elle fut entraînée dans le tourbillon de la révolution et ne recouvra la liberté que grâce à l'occupation de l'Ukraine par les troupes des puissances centrales.

De toutes ces vagues tentatives, il est impossible de

rien conclure en ce qui concerne les buts des puissances centrales. Voulaient-elles imposer une paix de victoire ou négocier une paix d'arrangements ? Toutes leurs tentatives eurent, en fin de compte, pour origine la conviction que, depuis l'issue malheureuse de la bataille de la Marne, le temps travaillait contre les centraux. Cette conviction aurait dû les amener à penser qu'il fallait rechercher une paix d'arrangements. Une autre conviction aurait pu en résulter encore, celle que nos adversaires ne pourraient envisager une paix d'arrangements que lorsque les puissances centrales auraient fait connaître des buts de guerre qu'il leur soit possible de discuter. Et, quand l'adversaire serait saisi, d'une façon générale, de buts de cette nature, encore faudrait-il lui déclarer nettement que l'on ne cherchait à se servir de la paix pour le vaincre. Il importait que l'idée d'une paix de contrainte fût publiquement séparée de celle d'une paix d'arrangements. Le *Diktat*, auquel furent finalement soumises les puissances centrales, peut dans une certaine mesure modifier cette façon de voir. Il faut, par contre, remarquer que la conférence de la paix n'eut lieu qu'après l'entrée effective des Etats-Unis d'Amérique dans la guerre mondiale, après l'échec de l'offensive de 1918 dans l'Ouest et après que se fut produite la décomposition de la majeure partie de l'armée austro-hongroise, tandis que les tentatives de paix des puissances centrales furent opérées au moment où la situation militaire de celles-ci était encore indécise, parfois même favorable, et à l'époque de la neutralité américaine.

UNE INITIATIVE DU BARON BURIAN

L'un des ministres des Affaires étrangères de la vieille monarchie dualiste, dont l'esprit fut le moins brillant et qui, pour cela même peut-être, voyait le plus simplement les choses, a parfaitement saisi les besoins qui s'imposaient à cette époque. Ce fut le baron Burian, ministre de l'empereur François-Joseph, qui depuis longtemps était si fatigué de la guerre. Lorsque, au cours de l'été 1916, il apparut clairement que les violents efforts effectués dans l'Ouest aussi bien que dans l'Est ne resteraient, une fois de plus, qu'un épisode, la pensée vint à Burian de déclarer ouvertement, d'accord avec nos alliés, sous quelles conditions nous serions prêts à conclure la paix. Dans les papiers qu'il a laissés, on trouve l'expression très nette de la volonté qu'il eut d'en arriver à substituer aux malheureuses et haineuses discussions au sujet des origines de la guerre une déclaration publique des buts de cette guerre, à l'occasion d'une reddition de comptes et d'un examen de conscience réciproques des deux parties. Il estimait, en conséquence, qu'il fallait profiter de l'occasion d'une situation militaire favorable aux puissances centrales pour émettre une proposition de paix concrète. Cet instant semblait venu après l'échec de l'assaut de Broussilow et de l'offensive roumaine.

Le 28 septembre 1916, le baron Burian fit part pour la première fois de ses pensées à l'empereur François-Joseph. Fatigué, amaigri, le visage creusé de rides profondes, en apparence accablé mais toujours doué d'un esprit clair, le vieillard était assis devant sa table de travail. La proposition de Burian allait au-devant de ses propres désirs. Il l'accueillait avec joie, bien qu'il ne se fît aucune illusion sur ses chances de succès. Il décida que l'affaire serait

suivie. Une conversation avec l'allié allemand s'imposait avant tout. Le 18 août 1916, lors d'une réunion des ministres alliés à Pless, dans le calme crépuscule qui suivit les orageux débats sur la question polonaise, Burian soumit son idée au chancelier du Reich.

M. von Bethmann-Hollweg approuva non seulement l'idée de base de Burian, mais aussi les conditions de paix qui avaient été rapidement esquissées par ce dernier. L'empereur allemand fut tout de suite enthousiasmé. Rejetons loin de nous le soupçon que l'empereur Guillaume, manifestement animé d'ardents espoirs, ait voulu s'attribuer, en le partageant avec son chancelier, le mérite de ce geste de paix en envoyant audit chancelier ce télégramme qu'il prit ensuite bien soin de faire publier :

Mon cher Bethmann,

J'ai mûrement réfléchi, après coup, à notre conversation. Il est clair que les peuples de nos ennemis sont aveuglés par la psychose de guerre et maintenus dans la mentalité guerrière par le mensonge et la tromperie, car il n'est chez eux aucun homme capable de prononcer le mot de paix, ni surtout d'avoir le courage de le prononcer. Faire une proposition de paix, c'est une obligation morale qui s'impose pour soulager le monde entier, y compris les neutres, du lourd fardeau qui pèse sur tous. Cette tâche revient à un souverain qui a une conscience, qui se sent responsable devant Dieu et qui sent battre son cœur pour ses peuples et aussi pour les peuples ennemis, qui reste indifférent devant les probables incompréhensions de son geste et qui a la ferme volonté de guérir le monde de ses souffrances. J'ai, moi, le courage nécessaire, je veux tenter cela devant Dieu. Présentez-moi bientôt toutes notes utiles et préparez tout ce qui est nécessaire.

Signé : GUILLAUME I. R.

Une partie de l'opinion publique, grâce à une belle qualité d'oubli, a rayé, plus tard, de sa mémoire ce télégramme et a continué à penser que c'est par son alliée que l'Allemagne avait été incitée à faire avec elle un premier pas vers la paix à la fin de 1916. Pour ma part, je ne veux pas, encore aujourd'hui, me décider à considérer comme une honte la responsabilité qui incombe à la vieille Autriche, dans l'initiative qui, en réalité, revient à Burian, de ce projet d'ouvertures de paix.

LA MISSION DU PRINCE SIXTE DE BOURBON

Dans quelle mesure le gouvernement allemand était-il au courant de l'affaire du prince Sixte, c'est là une histoire qui a été obscurcie avec beaucoup d'art.

Bien entendu, le gouvernement allemand n'a rien appris de l'affaire par l'empereur Charles et n'en a pas su plus, mais, au contraire, plutôt moins que ce que Czernin en savait. Dans ses *Considérations sur la guerre mondiale*, le chancelier allemand de cette époque, von Bethmann-Hollweg, en dit trop peu quand il écrit :

Quelques jours plus tard (c'est-à-dire après le 4 mai) le comte Czernin demanda à me parler pour une communication importante. On se serait trouvé

en présence d'une proposition de paix de l'ennemi. Comme Czernin ne pouvait venir à Berlin, je me rendis moi-même, le 12 mai, à Vienne. Là, Czernin, le 13 mai, me déclara ce qui suit : L'Angleterre, la France et l'Italie auraient fait à l'Autriche-Hongrie l'offre d'une paix séparée, en échange du Trentin et de quelques îles pour l'Italie. L'Autriche-Hongrie, opinait le comte Czernin, ne nous nuirait en aucune façon si elle concluait une telle paix. En effet, ses troupes libérées sur le front italien pourraient prendre à leur compte notre front oriental, de sorte que nous pourrions jeter celles de nos troupes actuellement dans l'Est sur le front occidental. Le blocus de l'Adriatique cesserait également et l'Autriche pourrait, au besoin, nous céder les vivres qui arriveraient de ce côté. Czernin m'expliqua que, pour le moment, il avait répondu qu'il prenait acte de la proposition et qu'il rendrait une réponse définitive après en avoir délibéré avec ses alliés. A cela il lui aurait été répondu que l'on considérerait cette consultation comme très compréhensible et que l'on ne songeait qu'à une paix séparée loyale. A une question posée par moi au sujet de l'intermédiaire de cette offre, le comte Czernin m'expliqua qu'il ne pouvait pas me répondre, par suite d'un engagement d'honneur. C'est sous quelle forme me fut donnée connaissance de l'affaire qui porte le nom d'affaire Sixte de Bourbon.

M. von Bethmann-Hollweg prétend n'avoir été informé de l'affaire qu'entre le 4 et 12 mai 1917, pour la première fois, d'une façon tout à fait générale et, d'ailleurs, déformée. Le comte Czernin, ainsi que le démontre sa lettre à l'impératrice, lui préconisant une conversation avec le prince Sixte, était, avant le 17 février, dans la confiance. Le comte Czernin a personnellement discuté, pour la première fois, avec le prince Sixte, le 23 mars 1917 au soir. Une seconde entrevue eut lieu le 8 mai. Le comte Czernin aurait donc jugé inutile de parler de la question avec son collègue avant le 8 mai. D'après la communication du chancelier allemand, Czernin était bien entré dans l'idée d'une paix séparée et n'avait parlé, le 8 mai, avec le prince Sixte de Bourbon, que d'une paix séparée.

Il n'est pas croyable que Bethmann et Czernin aient estimé possible une paix qui ne procurait à la France que des désavantages, comme, par exemple, de libérer, avec l'aide de l'Autriche-Hongrie, les troupes du front oriental pour rendre possible leur transport sur le front occidental.

Au surplus, les allégations de M. von Bethmann-Hollweg peuvent, au premier chef, conduire à des erreurs. Avant la première visite du prince Sixte à Vienne, le comte Czernin aurait fait part au chancelier des occasions que croyait avoir l'Autriche-Hongrie d'entrer en pourparlers avec la France dans des conditions qui n'étaient pas sans intérêt.

A ce sujet eut lieu à Vienne, le 16 mars 1917, un conseil des ministres sous la présidence du comte Czernin, auquel prirent part, du côté allemand, le chancelier du Reich, le sous-secrétaire d'Etat von Stumm et l'ambassadeur comte Wedel. La discussion fut intéressante parce qu'elle révéla que la politique allemande était contrôlée par les généraux. M. von Stumm expliqua notamment que les militaires allemands voyaient alors la situation d'une façon tout à fait optimiste et que, par suite, il ne fallait plus

compter obtenir d'eux des conditions de paix mesurées. L'empereur Charles a reçu le chancelier von Bethmann-Hollweg le 17 mars, à 11 heures et demie, mais il se borna à lui exposer le besoin que l'Autriche-Hongrie avait de la paix.

De tout cela il ressort que le comte Czernin a parlé aux Allemands des choses dont il n'avait certainement pas reçu pouvoir de leur parler, mais qu'il leur a dit aussi des choses qui ne concordaient en rien avec ce qu'il savait de l'affaire. Au stade où l'on en était arrivé, les négociations entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne devaient comporter que des efforts destinés à amener le Reich à considérer que, sans le sacrifice de l'Alsace-Lorraine, on n'aboutirait pas. L'empereur s'attachait à ces efforts parce que, dans sa lettre du 23 mai 1917, il avait promis de les effectuer ; l'empereur s'y attachait, mais aussi Czernin, parce qu'ils estimaient tous deux que le sacrifice de l'Alsace-Lorraine était le critérium de cette paix. Ces efforts, en vérité, n'ont jamais été épargnés. Ils commencèrent dès la visite du prince Sixte à Luxembourg (1) et furent constamment poursuivis.

LA RENCONTRE DES DEUX EMPEREURS A HOMBURG

Dès le 28 mars 1917, le télégramme suivant avait été expédié sous le chiffre du général von Cramon (2) :

A Sa Majesté l'empereur Guillaume.

Je serais très heureux de pouvoir présenter Zita à l'impératrice. Comme, d'autre part, il faut absolument, pour de très pressantes raisons politiques, que nous ayons une conversation ensemble avant Pâques, je te prie, en comptant sur une amicale réponse, de me dire si nous pouvons nous rendre près de toi le mardi 3 avril.

J'amènerai mon ministre des Affaires étrangères et je te serais tout particulièrement reconnaissant si tu pouvais également convoquer ton chancelier d'empire à cet entretien.

L'importance toute particulière de cette conversation me fait attacher un grand prix à la demande que je t'adresse ; tu pourrais prévoir dans le programme de la journée une longue conférence entre nous deux, en présence de nos deux ministres.

Zita et moi, nous nous réjouissons vivement de la visite projetée.

Signé : CHARLES.

Sur ce, arriva la réponse ci-après :

A Sa Majesté l'empereur et roi — Bade.

Je te remercie cordialement de votre visite, à Zita et à toi.

Nous nous réjouissons, l'impératrice et moi, de vous voir, mardi, à Hombourg.

Je répondrai bien volontiers à ton désir de me voir amener mon chancelier d'empire et je te prie, en raison des questions militaires dont nous traitons constamment, de te faire accompagner du général von Arz. Le maréchal de Hindenburg et le premier quartier-maître général seront également présents.

Cordiales salutations et à bientôt.

Signé : GUILLAUME.

Le couple impérial arriva à Hombourg le 3 avril 1917, à 9 heures du matin. Après plusieurs conversations, dans la matinée, entre les souverains et les hommes d'Etat, eut lieu, à 5 h. 30 de l'après-midi, une conférence des deux empereurs, à laquelle furent invités le chancelier d'empire allemand et le ministre austro-hongrois des Affaires étrangères.

Au cours de cette conférence, l'empereur Charles, soutenu par le comte Czernin, s'efforça de persuader à son allié que, sans le sacrifice de l'Alsace-Lorraine, la paix ne pourrait être obtenue. En échange, l'empereur Charles se déclara prêt à renoncer à toute la Pologne, à lui rattacher la Galicie et à aider à rattacher cet Etat à l'Allemagne. Cette proposition ne fut pas repoussée, mais elle ne fut pas non plus acceptée. L'empereur Charles et le comte Czernin rentrèrent à Vienne visiblement préoccupés. Ils prévoyaient que la guerre aurait une fin catastrophique si l'on ne pouvait la faire cesser au plus tôt et ils reconnaissaient clairement aussi que, sans concessions de l'Allemagne sur la question d'Alsace-Lorraine, il serait impossible d'obtenir la paix en temps opportun. On savait cela en Allemagne aussi bien qu'en Autriche et dans ce dernier pays on le savait en particulier par le rapport verbal du prince Sixte.

LE KRONPRINZ ALLEMAND FAVORABLE A LA PAIX

Le souverain et le ministre recherchèrent donc un nouveau moyen de démontrer à l'Allemagne la nécessité de ce sacrifice. On en arriva ainsi au mémoire déjà mentionné du comte Czernin, que l'empereur Charles expédia à Kreuznach avec une lettre autographe. Par la suite, il y eut des conversations entre le chancelier d'empire allemand et le ministre austro-hongrois des Affaires étrangères, puis des audiences de l'empereur Charles au chancelier. Les démonstrations de l'empereur et de son ministre ne furent pas sans impressionner le chancelier d'empire. Il semble avoir été le premier Allemand qui ait accepté cette idée que, sans sacrifice, la paix n'était pas possible. Mais, tandis qu'il fut possible de convertir partiellement l'empereur et son ministre, l'homme d'Etat allemand responsable, par contre le haut commandement allemand s'enferma dans son obstination. L'empereur tenta alors de peser sur la décision de l'empereur d'Allemagne par l'entremise du prince impérial allemand, qu'il savait partisan de la paix. C'est ainsi que fut rédigée, sous le couvert du comte Czernin, ministre responsable, la lettre suivante, du 20 août 1917 :

Mon cher Guillaume,

Mon aide de camp, le lieutenant-colonel comte Ledochowski, t'apporte ma grande médaille du mérite et je te prie de l'accepter pour tout ce que tu as fait pour notre cause dans cette guerre défensive que nous menons ensemble.

Mon ministre des Affaires étrangères m'a rendu compte de l'intéressant entretien qu'il a eu l'honneur d'avoir avec toi et toutes tes paroles m'ont réjoui au fond du cœur parce qu'elles reflètent très exactement ma conception de la situation. Sans parler des souffrances surhumaines éprouvées par nos troupes, la situation de l'arrière exige impérieusement la conclusion de la paix avant l'hiver et ceci compte pour l'Allemagne comme pour l'Autriche. La Turquie ne nous aidera plus que pendant peu de temps ; en

(1) Château impérial près de Vienne.

(2) Officier de liaison allemand auprès de l'empereur Charles.

même temps qu'elle nous perdrons la Bulgarie ; nous serons alors seuls tous deux et le prochain printemps nous amènera l'Amérique, avec une entente encore renforcée. D'autre part, des signes certains me démontrent que nous pourrions gagner la France à notre cause si l'Allemagne pouvait se résigner à certains sacrifices territoriaux en Alsace-Lorraine. Si nous gagnions la France, nous serions vainqueurs et l'Allemagne pourrait se dédommager pleinement d'un autre côté. Mais je ne veux pas que l'Allemagne supporte seule le poids de ce sacrifice, je veux en prendre la part du lion, et j'ai déclaré à Sa Majesté ton père que, dans les conditions indiquées, je suis prêt non seulement à renoncer à toute la Pologne, mais aussi à annexer la Galicie à la Pologne et à aider au rattachement à l'Allemagne de l'Etat ainsi créé. L'Allemagne gagnerait un empire à l'est, tandis qu'elle donnerait, à l'ouest, un morceau de son territoire.

En 1915, pour éviter la guerre avec l'Italie, et à la prière de l'Allemagne, dans l'intérêt de notre alliance, nous avons offert Trente aux Italiens infidèles sans réclamer de compensation digne d'être mentionnée. Aujourd'hui, l'Allemagne se trouve dans une situation analogue, mais beaucoup plus grave. Tu as le droit, en tant qu'héritier de la couronne impériale allemande, de jeter ton avis dans la balance. Je sais que Sa Majesté ton père partage pleinement ce point de vue au sujet de ta collaboration avec lui. Aussi je te prie, dans cette circonstance critique pour l'Allemagne comme pour l'Autriche-Hongrie, de réfléchir à la situation d'ensemble et de joindre tes efforts aux miens pour terminer promptement cette guerre par une paix honorable. Si l'Allemagne s'obstine dans sa position négative et si elle détruit une possibilité de paix, la situation en Autriche-Hongrie deviendra extrêmement critique.

Je serais très heureux si je pouvais avoir, au plus tôt, une conversation avec toi et ta promesse faite au comte Czernin de nous rencontrer bientôt me fait le plus grand plaisir.

Zita te salue de tout cœur avec moi.

CHARLES.

Les résultats de la pression de l'empereur Charles et de son ministre sur les Allemands peuvent, contre toutes apparences, se résumer ainsi : l'empereur Guillaume et son chancelier furent profondément convaincus de la nécessité de sacrifier l'Alsace-Lorraine, mais les personnalités influentes, Ludendorff et son entourage, ne purent en être persuadés. Comme personne n'osait s'opposer au haut commandement allemand, l'empereur et son chancelier se gardèrent de manifester ouvertement leur meilleure compréhension de la situation. L'adhésion de Berlin au principe d'une paix d'arrangements aurait pourtant assuré, dans les pays ennemis, à l'initiative de l'empereur Charles un prompt succès.

INSIDIEUSES ATTAQUES ALLEMANDES CONTRE LES SOUVERAINS AUSTRO-HONGROIS

L'affaire Sixte de Bourbon, dès qu'elle fut ébruitée, devint le prétexte d'une campagne de presse des plus acerbes.

On pourrait remplir des volumes avec les contre-vérités et les indiscretions qui furent lancées à tra-

vers le monde à cette époque : on prétendait qu'une réunion des archiducs avait eu lieu, le 20 avril, au palais de l'archiduc Eugène et sous sa présidence et qu'elle s'était terminée par une prise de position nettement hostile à l'empereur. La démission du prince de Hohenlohe, l'ambassadeur à Berlin, fut connue, bien que celui-ci se fût laissé persuader de rester à son poste. Comme le prince de Hohenlohe, premier grand maître de la cour, avait précisément obtenu un congé pour raisons de santé et que des colloques de membres de la Chambre des seigneurs avaient eu lieu au palais du prince de Fürstenberg, on parla d'une « Fronde » de la haute noblesse autrichienne. Le journal *Az Est* publia, avec de nombreux détails, une nouvelle sensationnelle : le confesseur français de l'impératrice avait falsifié le texte de la lettre de l'empereur au moment de sa mise au net. Il fallait, évidemment, à tout prix introduire dans l'histoire l'impératrice et un confesseur. Il est aujourd'hui bien connu que la lettre de l'empereur n'a jamais été falsifiée. La presse allemande nourrissait les journaux autrichiens de nouvelles invraisemblables sur le gouvernement occulte de l'impératrice et des siens. On faisait surgir le prince Sixte tantôt ici, tantôt là. L'impératrice se serait rendue en Suisse pour y prendre part à des pourparlers. Tout cela était lamentable. Les journaux subventionnés par Ludendorff menaient le train (voir ses *Souvenirs de guerre*, p. 552). Chaque fois que le calme revenait dans la presse autrichienne, le feu était de nouveau attisé par les Allemands. Jamais il n'entra autant de journaux allemands en Autriche qu'à cette époque-là. La preuve qu'il s'agissait d'une campagne allemande en règle contre l'empereur ressortait du fait que certains journaux publiaient séparément les articles les plus violents en fascicules spéciaux et en inondaient l'Autriche. Et tout cela se passait sous les yeux de la censure de guerre allemande. Le ministère des Affaires étrangères impérial et royal chargea alors ses représentants en Allemagne d'appeler l'attention du gouvernement de ce pays sur les agissements d'une partie de la presse et de demander qu'il y fût porté remède. On supprima le droit d'expédition en Autriche à une feuille saxonne qui avait vraiment été trop fort, ce fut tout. Ces agissements ont rendu de bien mauvais services à l'alliance.

L'attitude de la presse allemande était à déplorer également parce qu'elle rendait difficile une explication entre l'empereur Charles et l'empereur Guillaume. Leurs relations personnelles avaient été troublées par l'affaire du prince Sixte. Si l'Allemagne et l'Autriche voulaient rester unies — et, après le désaveu par la France de son désir de faire la paix, il n'y avait pas d'autre solution — les relations des deux souverains ne pouvaient demeurer longtemps rompues ou même tendues. Mais il était impossible que l'empereur Charles offrît de se rendre au grand quartier général allemand tant que certaines feuilles, dorlotées par ce même grand quartier général, continueraient à l'injurier et à le calomnier journellement ainsi que son épouse. On en vint finalement, pourtant, au voyage à Spa.

DERNIÈRE ENTREVUE DES EMPEREURS A SPA

Il fut entrepris le 10 mai au soir. La marche du train impérial fut d'une lenteur inaccoutumée et il

fut arrêté à diverses reprises. Pendant tout le voyage l'empereur parut très sûr de lui et fort peu soucieux. Ainsi que je l'appris plus tard, on avait pensé lui faire réserver un mauvais accueil. D'après les projets du général von Cramon (1), l'empereur Charles devait présenter des excuses, il devait ensuite, en présence du baron Burian, s'engager par écrit à ne plus entrer, à l'avenir, en contact avec une puissance quelconque sans en aviser préalablement l'empereur allemand ; les princes Sixte et Xavier devaient être immédiatement sommés de quitter la France, mais ne devaient être autorisés à rentrer en Autriche qu'après la guerre.

On n'en est nullement arrivé à cette sorte de « Canossa ».

L'arrivée à Spa eut lieu le 12 mai. L'accueil à la gare fut aussi cordial que d'habitude. Au cours de la conversation entre les deux souverains, l'empereur Guillaume tenta de critiquer l'influence supposée de l'impératrice. L'empereur Charles riposta aussitôt par ces mots : « Tu es mal informé », affirmation qui fut particulièrement désagréable à l'empereur allemand. L'entretien n'eut cependant aucune des conséquences tangibles qu'avait imaginées le général von Cramon, pour humilier l'allié. Au contraire, les conférences des hommes d'Etat et des militaires aboutirent à un accord au sujet de l'organisation du resserrement de l'alliance. Mais, quand le communiqué publié à la clôture déclarait que « les grandes lignes des conventions conformes au traité, qui avaient été examinées, seraient toujours exactement suivies », il omettait d'ajouter que ces conventions conformes au traité, qui dépendaient d'une solution de la question de Pologne, satisfaisante pour les deux parties, avaient été, en fait, renvoyées aux calendes grecques.

Quoi qu'il en fût, on pouvait être tranquille pour ce qui concernait les résultats de l'entrevue. L'empereur allemand n'avait pas écouté les conseils des excités qui auraient tant voulu voir un empereur Charles se présentant sous la cagoule du pénitent, devant un empereur Guillaume siégeant dans un fauteuil de juge. Cette conférence permit aux deux souverains de parler à nouveau de la paix, si ardemment souhaitée par leurs peuples, et l'empereur Charles fut ainsi mis en mesure de rappeler à l'empereur allemand, et il le fit une fois de plus au mois d'août, que, pour les puissances centrales, les heures suprêmes, une fois de plus, avaient sonné.

LA POLÉMIQUE CZERNIN-CLEMENCEAU

Je n'avais jamais soupçonné, jusqu'à ce moment, que le prince Sixte avait reçu mission de faire une démarche pour la paix, pas plus que je ne m'étais

douté des négociations Armand-Revertera. Le secret en avait été parfaitement gardé.

Dans les derniers jours de mars 1918, je m'étais rendu au quartier général de l'archiduc Max, à la villa Lutti, sur les bords du lac de Garde. Mon séjour à la villa Lutti fut pour moi une détente, mais qui se termina bien vite.

Au front était parvenue la nouvelle d'un discours du ministre des Affaires étrangères autrichien, dans lequel il avait révélé une prétendue démarche de Clemenceau pour obtenir la paix. On apprit ensuite que le « Tigre » avait réagi contre l'allégation de Czernin par ces mots grossiers : « Le comte Czernin a menti. » D'après certaines indiscretions venues de Paris, on disait que l'Autriche-Hongrie aurait harcelé les gouvernements ennemis de demandes de paix séparée. Il était fait allusion à une démarche pour la paix qu'aurait entreprise, à Paris et à Londres, au printemps de 1917, « une personnalité très haut placée ».

On disait « une démarche du même ordre ». C'était donc alors bien une tentative de paix séparée ? Ma curiosité fut piquée. Qui aurait pu être cette « personnalité » ? Le communiqué français du 9 avril prétendait que c'était l'empereur Charles qui avait reconnu la justice des revendications françaises au sujet de l'Alsace-Lorraine. Une seconde lettre impériale aurait établi que l'empereur était d'accord avec son ministre. Avant même d'avoir lu la réponse du ministère des Affaires étrangères autrichien déclarant que « les allégations de M. Clemenceau relativement aux manifestations épistolaires de l'empereur Charles étaient mensongères du commencement à la fin », je m'étais préparé au voyage pour retourner à mon poste, à Vienne. J'avais l'impression qu'une crise menaçait et l'empire et le porteur de la couronne. Je pris congé de l'archiduc, montai en voiture à Alessandro et partis pour Areo. De là, je gagnai Trente en automobile. Les communications, dans la zone de guerre, ne permettaient pas un déplacement rapide. Le train de Trente à Inspruk, puis vers Vienne, me parut se traîner à une allure de tortue.

Des journaux me parvinrent pendant la route. Je les lus et les relus et j'en vins à une conclusion déprimante : je savais que l'empereur voulait de tout son cœur rendre au plus tôt la paix à ses peuples. Je n'ignorais pas que l'on avait négocié, à diverses reprises et sans succès, avec l'Allemagne à ce sujet, que l'on avait fait savoir, dès le commencement de 1917, au commandement allemand que l'Autriche-Hongrie ne pourrait plus longtemps continuer à prêter son concours. Je savais que l'empereur considérait que les possibilités de paix étaient conditionnées par le sacrifice de l'Alsace-Lorraine. Enfin, il ne m'avait pas échappé que l'empereur et le ministre ne s'entendaient pas d'une façon suffisante pour que leur collaboration fût encore longtemps possible. Mais je considérais comme exclue la possibilité que le monarque ait pu faire un geste aussi grave qu'une démarche pour la paix derrière le dos du ministre responsable. Les communiqués qui me parvenaient tout le long du voyage vers Vienne me fortifièrent dans cet espoir. Dans un communiqué du 7 avril, le ministre avait formellement convenu qu'il se souvenait d'une tentative de paix effectuée par une très haute personnalité, il avait ajouté, pour la clarté de l'affaire, que cette tentative n'avait pas eu de suites. Et

(1) Le général major von Cramon était moins le représentant du haut commandement allemand auprès du commandement des armées impériales et royales que le représentant personnel de l'empereur Guillaume auprès de l'empereur Charles. Sa situation, telle qu'on la concevait, se rapprochait de celle de l'adjudant général allemand détaché antérieurement auprès du tsar : les deux monarques devaient le considérer comme leur homme de confiance commun et être ainsi en mesure de parler entre eux sans intervention des moyens officiels. L'empereur Charles, en conséquence, avait prescrit à sa suite de considérer le général von Cramon comme un camarade austro-hongrois. Ceci conduisit bien des officiers de l'armée impériale et royale à aller trop loin dans leur confiance et à parler à cœur ouvert. Ils eurent à le regretter. Cramon, en effet, n'a pas justifié, dans ses souvenirs de guerre, cette conception de la camaraderie pas plus qu'il n'a montré qu'il avait été un serviteur aussi fidèle pour le monarque allié que pour son propre souverain.

cependant une question restait pour moi sans réponse : Clemenceau n'aurait pas pu risquer sa déclaration au sujet de la position prise par l'empereur à l'égard de la question d'Alsace-Lorraine s'il n'existait pas de déclaration écrite.

Je crois que c'est le dimanche 14 avril que j'arrivai à Vienne. Mes efforts pour obtenir des précisions plus complètes sur l'affaire échouèrent. Je ne pus savoir que ce que savaient déjà les journaux. D'après le texte publié par Clemenceau, l'empereur Charles avait prié, par lettre, le prince Sixte de Bourbon de faire connaître au président Poincaré qu'il appuierait auprès de ses alliés par l'action de toute son influence personnelle et par tous les moyens en son pouvoir les justes revendications de la France au sujet de la restitution de l'Alsace-Lorraine, que la souveraineté de la Belgique serait entièrement rétablie et que son empire colonial ne serait pas mis en question. Le ministère impérial et royal des affaires étrangères avait répliqué, « d'ordre de l'empereur », qu'une lettre privée écrite au printemps de 1917 ne comportait aucune mission, confiée au prince Sixte, d'intervenir auprès du président de la République française, que la question belge n'avait absolument pas été évoquée et que l'attitude au sujet de l'Alsace-Lorraine avait été ainsi définie :

J'aurais usé de toute mon influence personnelle au bénéfice des revendications françaises pour la restitution de l'Alsace-Lorraine si elles avaient été justes, mais elles ne le sont pas.

J'appris, cependant, en dehors de cela, au ministère des affaires étrangères, que la situation était plus que tendue et que l'on pouvait compter sur la démission du ministre. Cette possibilité me fit éprouver un malaise. Je craignais que la retraite du ministre ne fût défavorablement accueillie, ne fût-ce qu'en raison de ce que la presse manquait totalement de directives. En effet, du comte Czernin, qui, à ce moment, avait perdu tout contrôle sur lui-même, n'était parvenu aucun conseil qui eût pu conduire la presse à commenter le différend avec calme. L'empereur, d'un autre côté, avait gardé pour lui sa façon de voir et n'avait manifestement rien apporté dans le conflit Czernin-Clemenceau, qui, déjà, ressemblait fort à un duel entre l'empereur et Czernin, qui pût faire prendre parti pour qui que ce fût.

LA DÉMISSION DE CZERNIN

Dans les premières heures de l'après-midi, je fus informé, de source officielle, que le comte Czernin avait démissionné. La presse l'apprit peu après. Le comte Czernin avait eu, d'abord, l'intention de présenter sa retraite de telle manière qu'on eût été amené à en attribuer, sans doute possible, la cause à une opposition entre l'empereur et son ministre au sujet de l'affaire du prince Sixte. Un communiqué de cette nature avait déjà été remis à quelques journalistes. Ce n'est qu'à la fin de la soirée qu'une brève note exprima simplement que le ministre avait démissionné et qu'il avait été chargé de l'expédition des affaires.

Comme il fallait s'y attendre, la nouvelle fut fort mal accueillie en maints endroits. Personne ne parut avoir de doutes sur la véritable teneur de la lettre

de l'empereur au prince Sixte. Personne ne croyait à la version publiée par le ministère des Affaires étrangères. La démission du ministre paraissait démontrer qu'il en était arrivé à reconnaître ses erreurs personnelles. Des reproches analogues étaient adressés à la couronne. Il faut tenir pour certain qu'à ce moment on fit grief à l'empereur d'avoir chargé le prince Sixte d'une démarche en faveur de la paix. On parla de politique de Parme et de politique de dames. Il faut remarquer qu'il est beaucoup plus facile d'observer l'accueil réservé à un événement déterminé dans les hautes sphères de la société que celui qu'il trouve dans les grandes masses populaires. Le peuple, pourtant, ainsi que j'ai pu l'établir plus tard, a d'abord accueilli toute la crise par quelques plaisanteries bienveillantes et finalement il a jugé qu'en l'occurrence l'empereur avait eu raison. Mais on se demandait pourquoi il n'avait pas pris, en temps utile, un ministre qui aurait couvert de sa responsabilité toute l'affaire. Je parvins à comprendre comment se forma une opinion hostile à l'empereur, précisément dans les plus hautes sphères, en recevant à cette même époque une lettre d'un certain archiduc qui débutait par ces mots :

Cette haute trahison du pauvre empereur, restée jusqu'ici inconnue, va lui coûter les derniers restes de sa popularité.

Dans la soirée du 14 avril, le souverain partit pour Budapest en chemin de fer. Il pouvait être 11 heures du soir quand je montai à Vienne dans le train impérial qui était parti de Baden. Parmi les membres mêmes de la suite impériale, l'état d'esprit était effroyable. Le monarque était condamné, sans qu'un seul de ces messieurs fût seulement capable de m'exposer sa faute. On entendait tomber des mots affreux : « Si l'empereur nous l'avait demandé, si, avant tout, il l'avait demandé à Czernin, lui et nous lui aurions dit qu'il était impossible de se servir de la médiation de ce prince qui combat dans le camp ennemi. » — « C'est la fin de ce règne et il faut que cela en soit la fin. » D'affreux souvenirs me torturaient quand, échappé à cet assaut, je m'assis dans mon compartiment. Au dehors, les arbres fuyaient dans la nuit, les roues frappaient, les essieux hurlaient. Mon sang battait mes tempes. Lorsque la révolution avait provoqué la désorganisation de l'armée russe et obligé le tsar à abdiquer au milieu de ses troupes, l'empereur avait reçu cette nouvelle si indiciblement triste pour tout soldat, avec cette exclamation : « Mais cela ne serait tout de même pas possible dans notre armée ! » Et dans tous les autres compartiments on avait parlé de l'abdication du monarque ! Je ne voulais pas me souvenir des précédents russes, non, je ne le voulais pas. Impitoyablement les leçons d'histoire reçues dans mon enfance revenaient à ma mémoire. On nous avait raconté les révolutions de palais de Saint-Petersbourg. Je ne voulais pas me souvenir de ces précédents russes, non, je ne le voulais pas. Le train se ruait dans une nuit d'encre. J'avais pitié de mon empereur qui s'était laissé égarer par son ardent amour de ses peuples jusqu'à associer les deux princes à son entreprise de paix derrière le dos de Czernin. Pourquoi avait-il fait cela ? Ne connaissait-il pas Czernin ? Il était cependant à prévoir que celui-ci ne le conduirait pas. Czernin s'était enivré de

ses succès oratoires. Il était devenu un tribun populaire. Les tribuns populaires ne soutiennent pas le pouvoir impérial. Je ne voulais pas me souvenir, non plus, des exemples romains, des légions mutinées. Cette nuit, il ne fallait vraiment pas penser à dormir... Vers minuit, le souverain, qui n'avait été informé de mon retour du front que dans le train, me fit appeler dans son compartiment-bureau. Il paraissait préoccupé.

« Etes-vous revenu à cause de cette malheureuse affaire ? » Je répondis affirmativement. L'empereur poursuivit : « Qu'en dites-vous ? » Je dus, avant tout, déclarer que je ne savais, de tous les événements, rien de plus que n'importe quel lecteur habituel des journaux. Les conséquences en étaient, en tout cas, fâcheuses, autant que je pouvais en juger par les réponses faites aux questions que j'avais posées dans certains milieux. L'empereur voulut apprendre de moi ce qu'il serait possible de faire en ce qui concernait l'opinion publique. Je répondis qu'il m'était difficile de le deviner, car je ne connaissais pas la vérité et ne faisais que la soupçonner. Il ne fallait, en tout cas, rien tenter avec de petits moyens. Il me paraissait indispensable de résoudre la crise du ministère des Affaires étrangères, afin que l'empereur pût être couvert le plus tôt possible par une personnalité responsable dévouée à sa personne. En tout état de cause, il était nécessaire que ce fût un homme suffisamment représentatif devant l'opinion publique. L'empereur m'apprit qu'il avait envisagé d'offrir le portefeuille des Affaires étrangères au marquis Pallavicini, alors ambassadeur à Constantinople, mais que celui-ci ne semblait pas disposé à accepter la charge qui lui était offerte. Je sortis, à ce moment, des limites de mes attributions en prononçant un nom : « Majesté, un nom me vient, à l'instant, à l'esprit, qui dirait quelque chose à l'opinion publique : c'est celui d'Etienne Tisza. Si le comte Tisza se place devant Votre Majesté, elle sera bien cou-

verte. » Je fus congédié. A peine arrivé à la porte... je fus rappelé : « Quel texte de ma lettre l'opinion publique tient-elle pour authentique ? » Je répondis : « Je crois que c'est celui qu'a publié Clemenceau. » L'empereur se tut...

Le 15, de bonne heure, arrivée à Budapest. Le monarque reçut un télégramme du marquis Pallavicini le priant de renoncer à sa désignation. Il se disait trop âgé, trop peu au courant des questions intérieures de la double monarchie pour pouvoir rendre de meilleurs services à Vienne qu'à Constantinople.

Le 16 avril au matin, l'empereur eut une conversation avec le docteur Wekerlé, président du Conseil des ministres hongrois. A 11 heures, il se rendit chez l'archiduchesse Clothilde, en emmenant à ses côtés le comte Tisza. Dans une seconde automobile, suivaient le baron Burian et la suite intime. Au retour, c'est le baron Burian qui prit place à côté de l'empereur : il venait d'être nommé ministre des Affaires étrangères.

Le même jour, on se mit en route pour rentrer à Vienne. L'empereur m'appela de nouveau auprès de lui. Il m'apprit que le temps des négociations avec le marquis Pallavicini était passé. Que, conformément aux avis de Wekerlé et de Tisza, Burian avait été désigné. Je rendis compte alors de ce que l'opinion publique était beaucoup plus excitée en Autriche qu'en Hongrie : l'opinion publique reprochait à l'empereur d'avoir chargé le frère de l'impératrice, qui se trouvait dans le camp ennemi, de cette démarche pour la paix si véhémentement critiquée. Alors le monarque prit une feuille de papier parmi les documents qui gisaient sur son bureau ; il me la tendit et m'invita à lire. C'était la lettre écrite par le comte Czernin à l'impératrice, le 17 février 1917. Le ministre conseillait de faire venir le prince Sixte à Vienne en vue d'une audience à lui accorder par l'impératrice ! Se taire dans ces conditions, quelle grandeur ! J'en fus profondément remué.

